



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2006 B 08515

Numéro SIREN : 489 723 858

Nom ou dénomination : KEN GROUP

Ce dépôt a été enregistré le 19/08/2016 sous le numéro de dépôt 83966

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 19-08-2016

N° DE DEPOT : 2016R083966

N° GESTION : 2006B08515

N° SIREN : 489723858

DENOMINATION : KEN GROUP

ADRESSE : 4 bis rue Saint Sauveur 75002 Paris

DATE D'ACTE : 15-06-2016

TYPE D'ACTE : Décision(s) du président

NATURE D'ACTE : Augmentation du capital social

KEN GROUP
Société par actions simplifiée au capital de 931.532 euros
Siège social : 4-bis, rue Saint Sauveur – 75002 Paris
RCS Paris 489 723 858
(la « Société »)

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU
DU 15 JUIN 2016**

L'an deux mille seize,

Le quinze juin,

A quatorze heures,

Le Président a pris les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la souscription en plusieurs tranches de 472.462 BSA émis par la Société,
- Exercice de droits de souscription attachés aux 472.462 BSA émis par la Société ; Constatation de la souscription de 472.462 ADP-2016,
- Constatation de l'augmentation corrélative du capital social,
- Questions diverses.

CONSTATATION DE LA SOUSCRIPTION DE 472.462 BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

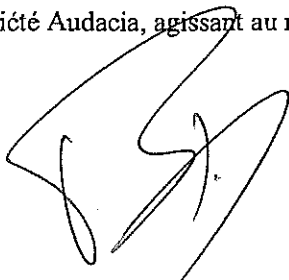
Le Président rappelle qu'aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016, celle-ci a décidé, dans le cadre de l'article L. 228-91 du Code de commerce, l'émission de 500.000 bons de souscription d'actions (les « BSA ») au profit des mandants de la société Audacia, donnant le droit de souscrire à des actions nouvelles de préférence ADP2016 (les « Actions de Préférence ») à émettre par la Société à titre d'augmentation de capital.

Puis le Président indique que la société Audacia a, agissant au nom et pour le compte de ses mandants, remis à la Société :

- le 17 mai 2016 un bulletin de souscription à 66.155 BSA,
 - le 23 mai 2016 un bulletin de souscription à 16.690 BSA,
 - le 31 mai 2016 un bulletin de souscription à 37.950 BSA,
 - le 7 juin 2016 un bulletin de souscription à 52.971 BSA,
 - le 15 juin 2016 un bulletin de souscription à 298.696 BSA,
- soit un total de 472.462 BSA.

EXERCICE DE DROITS DE SOUSCRIPTION – AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

La société Audacia, agissant au nom et pour le compte de ses mandants, a également remis :

 certifié conforme

- le 17 mai 2016 un bulletin d'exercice de 66.155 BSA et procédé le même jour à un virement de 661.550 euros sur le compte de la Société,
- le 23 mai 2016 un bulletin d'exercice de 16.690 BSA et procédé le même jour à un virement de 166.900 euros sur le compte de la Société,
- le 31 mai 2016 un bulletin d'exercice de 37.950 BSA et procédé le même jour à un virement de 379.500 euros sur le compte de la Société,
- le 7 juin 2016 un bulletin d'exercice de 52.971 BSA et procédé le même jour à un virement de 529.710 euros sur le compte de la Société,
- le 15 juin 2016 un bulletin d'exercice de 298.696 BSA et procédé le même jour à un virement de 2.986.960 euros sur le compte de la Société,

soit un total de 4.724.620 euros.

En vertu des pouvoirs délégués par l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016, le Président a constaté :

- aux termes de ses décisions en date du 17 mai 2016 que les mandants de la Société Audacia, ont exercé leurs droits pour la souscription de 66.155 Actions de Préférence Nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital, représentant un montant nominal de 26.462 euros et que les mandants de la société Audacia se sont libérés intégralement de leurs souscriptions par versement en numéraire et qu'ainsi se trouve réalisée une augmentation de capital de 661.550 euros (prime incluse),
- aux termes de ses décisions en date du 23 mai 2016 que les mandants de la Société Audacia, ont exercé leurs droits pour la souscription de 16.690 Actions de Préférence Nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital, représentant un montant nominal de 6.676 euros et que les mandants de la société Audacia se sont libérés intégralement de leurs souscriptions par versement en numéraire et qu'ainsi se trouve réalisée une augmentation de capital de 166.900 euros (prime incluse),
- aux termes de ses décisions en date du 31 mai 2016 que les mandants de la Société Audacia, ont exercé leurs droits pour la souscription de 37.950 Actions de Préférence Nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital, représentant un montant nominal de 15.180 euros et que les mandants de la société Audacia se sont libérés intégralement de leurs souscriptions par versement en numéraire et qu'ainsi se trouve réalisée une augmentation de capital de 379.500 euros (prime incluse),
- aux termes de ses décisions en date du 7 juin 2016 que les mandants de la Société Audacia, ont exercé leurs droits pour la souscription de 52.971 Actions de Préférence Nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital, représentant un montant nominal de 21.188,40 euros et que les mandants de la société Audacia se sont libérés intégralement de leurs souscriptions par versement en numéraire et qu'ainsi se trouve réalisée une augmentation de capital de 529.710 euros (prime incluse),
- aux termes de ses décisions en date du 15 juin 2016 (dix heures) que les mandants de la Société Audacia, ont exercé leurs droits pour la souscription de 298.696 Actions de Préférence Nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital, représentant un montant nominal de 119.478,40 euros et que les mandants de la société Audacia se sont libérés intégralement de leurs souscriptions par versement en numéraire et qu'ainsi se trouve réalisée une augmentation de capital de 2.986.960 euros (prime incluse),

F

soit au total une augmentation de capital d'un montant nominal de 188.984,80 euros (soit un total, prime d'émission incluse, de 4.724.620 euros), dont le Président constate la réalisation définitive.

La différence entre le prix de souscription des actions nouvelles et leur valeur nominale constitue une prime d'émission qui sera inscrite au passif du bilan de la Société.

Les statuts de la Société seront modifiés en conséquence.

MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS

Le Président, comme conséquence de la réalisation des augmentations de capital ci-dessus décrites, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts comme suit :

- ajout des paragraphes suivants à l'article 6 « *Apports* » :
 - « *Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016 et d'une décision du Président en date du 17 mai 2016 le capital social a été augmenté d'une somme de 26.462 euros, par l'exercice de bons de souscription d'actions.*
 - « *Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016 et d'une décision du Président en date du 23 mai 2016 le capital social a été augmenté d'une somme de 6.676 euros, par l'exercice de bons de souscription d'actions.*
 - « *Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016 et d'une décision du Président en date du 31 mai 2016 le capital social a été augmenté d'une somme de 15.180 euros, par l'exercice de bons de souscription d'actions.*
 - « *Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016 et d'une décision du Président en date du 7 juin 2016 le capital social a été augmenté d'une somme de 21.188,40 euros, par l'exercice de bons de souscription d'actions.*
 - « *Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016 et d'une décision du Président en date du 15 juin 2016 le capital social a été augmenté d'une somme de 119.478,40 euros, par l'exercice de bons de souscription d'actions.*
- modification de l'article 7 « *Capital social* » des statuts désormais rédigé comme suit :
 - « *Le capital social est fixé à la somme de neuf cent trente et un mille cinq cent trente-deux (931.532) euros. Il est divisé en 2.328.830 actions de 0,40 euro de valeur nominale, réparties en trois catégories d'actions comme suit :*
 - 1.356.580 actions ordinaires,
 - 499.788 ADP-2013
 - 472.462 ADP2016. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

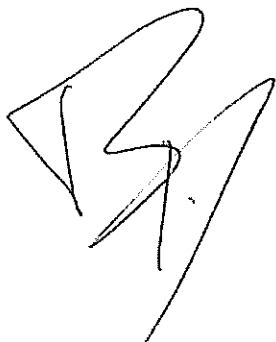
POUVOIRS

Le Président confère tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes les formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à dix heures trente.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président

Le Président



Enregistré à : SIE DE PARIS 1ER POLE ENREGISTREMENT

Le 15/06/2016 Bordereau n°2016/882 Case n°34

Enregistrement : 500 €

Pénalité :

Ext 4640

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

Le Contrôleur des finances publiques



FRANÇOIS MAURON
Contrôleur des finances publiques

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 19-08-2016

N° DE DEPOT : 2016R083966

N° GESTION : 2006B08515

N° SIREN : 489723858

DENOMINATION : KEN GROUP

ADRESSE : 4 bis rue Saint Sauveur 75002 Paris

DATE D'ACTE : 15-06-2016

TYPE D'ACTE : Décision(s) du président

NATURE D'ACTE :

KEN GROUP
Société par actions simplifiée au capital de 812.053,60 euros
Siège social : 4-bis, rue Saint Sauveur – 75002 Paris
RCS Paris 489 723 858
(la « Société »)

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU
DU 15 JUIN 2016**

L'an deux mille seize,

Le quinze juin,

A dix heures,

Le Président a pris les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la souscription de 298.696 BSA émis par la Société,
- Exercice de droits de souscription attachés aux BSA émis par la Société ; Constatation de la souscription de 298.696 ADP-2016,
- Constatation de l'augmentation corrélative du capital social,
- Questions diverses.

CONSTATATION DE LA SOUSCRIPTION DE BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Le Président rappelle qu'aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016, celle-ci a décidé, dans le cadre de l'article L. 228-91 du Code de commerce, l'émission de 500.000 bons de souscription d'actions (les « BSA ») au profit des mandants de la société Audacia, donnant le droit de souscrire à des actions nouvelles de préférence ADP2016 (les « Actions de Préférence ») à émettre par la Société à titre d'augmentation de capital.

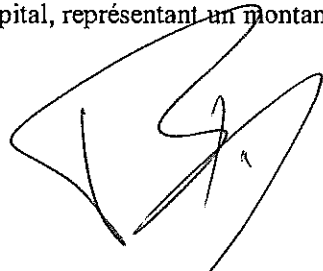
Puis le Président indique que la société Audacia a, agissant au nom et pour le compte de ses mandants, remis à la Société un bulletin de souscription à 298.696 BSA.

EXERCICE DE DROITS DE SOUSCRIPTION – AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

La société Audacia, agissant au nom et pour le compte de ses mandants, a également remis ce jour à la Société un bulletin d'exercice de 298.696 BSA, emportant souscription de 298.696 ADP2016, au prix unitaire de 10 euros, et a procédé au versement de la somme totale de 2.986.960 euros sur le compte de la Société.

En vertu des pouvoirs délégués par l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016, il convient, pour le Président, de constater le nombre d'Actions de Préférence émises à titre d'augmentation du capital de la Société par suite de l'exercice de ce droit de souscription ainsi qu'à leur libération intégrale et d'apporter les modifications nécessaires aux clauses de statuts relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent.

Le Président constate alors que les mandants de la Société Audacia, titulaires de 298.696 BSA exercent leurs droits pour la souscription de 298.696 Actions de Préférence Nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital, représentant un montant nominal de 119.478,40 euros et que les mandants

 Certifié copie

de la société Audacia se sont libérés intégralement de leurs souscriptions par versement en numéraire et qu'ainsi se trouve réalisée une augmentation de capital de 2.986.960 euros (prime incluse).

La différence entre le prix de souscription des actions nouvelles et leur valeur nominale constitue une prime d'émission qui sera inscrite au passif du bilan de la Société.

Conformément aux conditions de l'émission des BSA, les Actions de Préférence nouvelles sont créées avec jouissance du 15 juin 2016, date à partir de laquelle elles jouissent des droits particuliers attachés à cette catégorie d'actions tels que définis par les statuts de la Société.

Les statuts de la Société seront modifiés en conséquence.

MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS

Le Président, comme conséquence de la réalisation des augmentations de capital ci-dessus décrites, **décide** de modifier les articles 6 et 7 des statuts comme suit :

- ajout du paragraphe suivant à l'article 6 « *Apports* » :
« Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016 et d'une décision du Président en date du 15 juin 2016 le capital social a été augmenté d'une somme de 119.478,40 euros, par l'exercice de bons de souscription d'actions ».
- modification de l'article 7 « *Capital social* » des statuts désormais rédigé comme suit :
« Le capital social est fixé à la somme de neuf cent trente et un mille cinq cent trente-deux (931.532) euros. Il est divisé en 2.328.830 actions de 0,40 euro de valeur nominale, réparties en trois catégories d'actions comme suit :
 - *1.356.580 actions ordinaires,*
 - *499.788 ADP-2013*
 - *472.462 ADP2016. . »*

Le reste de l'article demeure inchangé.

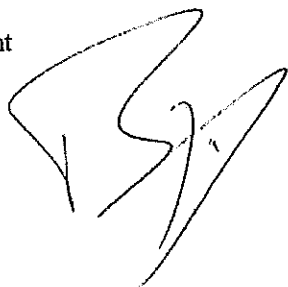
POUVOIRS

Le Président confère tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes les formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à dix-sept heures trente.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président

Le Président



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 19-08-2016

N° DE DEPOT : 2016R083966

N° GESTION : 2006B08515

N° SIREN : 489723858

DENOMINATION : KEN GROUP

ADRESSE : 4 bis rue Saint Sauveur 75002 Paris

DATE D'ACTE : 07-06-2016

TYPE D'ACTE : Décision(s) du président

NATURE D'ACTE :

KEN GROUP
Société par actions simplifiée au capital de 812.053,60 euros
Siège social : 4-bis, rue Saint Sauveur – 75002 Paris
RCS Paris 489 723 858
(la « Société »)

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU
DU 7 JUIN 2016**

L'an deux mille seize,

Le sept juin,

A dix-sept heures,

Le Président a pris les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la souscription de 52.971 BSA émis par la Société,
- Exercice de droits de souscription attachés aux BSA émis par la Société ; Constatation de la souscription de 52.971 ADP-2016,
- Constatation de l'augmentation corrélative du capital social,
- Questions diverses.

CONSTATATION DE LA SOUSCRIPTION DE BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Le Président rappelle qu'aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016, celle-ci a décidé, dans le cadre de l'article L. 228-91 du Code de commerce, l'émission de 500.000 bons de souscription d'actions (les « BSA ») au profit des mandants de la société Audacia, donnant le droit de souscrire à des actions nouvelles de préférence ADP2016 (les « Actions de Préférence ») à émettre par la Société à titre d'augmentation de capital.

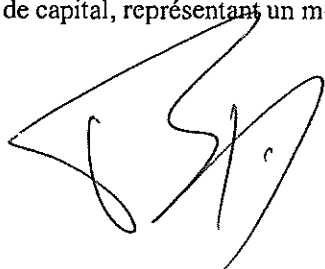
Puis le Président indique que la société Audacia a, agissant au nom et pour le compte de ses mandants, remis à la Société un bulletin de souscription à 52.971 BSA.

EXERCICE DE DROITS DE SOUSCRIPTION – AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

La société Audacia, agissant au nom et pour le compte de ses mandants, a également remis ce jour à la Société un bulletin d'exercice de 52.971 BSA, emportant souscription de 52.971 ADP2016, au prix unitaire de 10 euros, et a procédé au versement de la somme totale de 529.710 euros sur le compte de la Société.

En vertu des pouvoirs délégués par l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016, il convient, pour le Président, de constater le nombre d'Actions de Préférence émises à titre d'augmentation du capital de la Société par suite de l'exercice de ce droit de souscription ainsi qu'à leur libération intégrale et d'apporter les modifications nécessaires aux clauses de statuts relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent.

Le Président constate alors que les mandants de la Société Audacia, titulaires de 52.971 BSA exercent leurs droits pour la souscription de 52.971 Actions de Préférence Nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital, représentant un montant nominal de 21.188,40 euros et que les mandants de

 certifié conforme

la société Audacia se sont libérés intégralement de leurs souscriptions par versement en numéraire et qu'ainsi se trouve réalisée une augmentation de capital de 529.710 euros (prime incluse).

La différence entre le prix de souscription des actions nouvelles et leur valeur nominale constitue une prime d'émission qui sera inscrite au passif du bilan de la Société.

Conformément aux conditions de l'émission des BSA, les Actions de Préférence nouvelles sont créées avec jouissance du 7 juin 2016, date à partir de laquelle elles jouissent des droits particuliers attachés à cette catégorie d'actions tels que définis par les statuts de la Société.

Les statuts de la Société seront modifiés en conséquence.

MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS

Le Président, comme conséquence de la réalisation des augmentations de capital ci-dessus décrites, **décide** de modifier les articles 6 et 7 des statuts comme suit :

- ajout du paragraphe suivant à l'article 6 « *Apports* » :
« Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016 et d'une décision du Président en date du 7 juin 2016 le capital social a été augmenté d'une somme de 21.188,40 euros, par l'exercice de bons de souscription d'actions. »
- modification de l'article 7 « *Capital social* » des statuts désormais rédigé comme suit :
« Le capital social est fixé à la somme de huit cent douze mille cinquante-trois euros et soixante centimes (812.053,60 euros). Il est divisé en 2.030.134 actions de 0,40 euro de valeur nominale, réparties en trois catégories d'actions comme suit :
 - *1.356.580 actions ordinaires,*
 - *499.788 ADP-2013*
 - *173.766 ADP2016. »*

Le reste de l'article demeure inchangé.

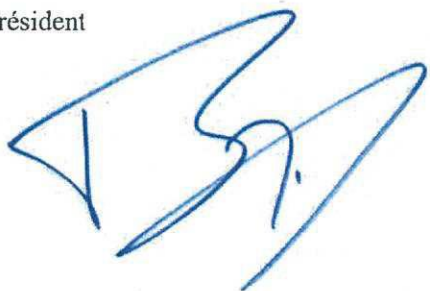
POUVOIRS

Le Président confère tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes les formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à dix-sept heures trente.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président

Le Président



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 19-08-2016

N° DE DEPOT : 2016R083966

N° GESTION : 2006B08515

N° SIREN : 489723858

DENOMINATION : KEN GROUP

ADRESSE : 4 bis rue Saint Sauveur 75002 Paris

DATE D'ACTE : 31-05-2016

TYPE D'ACTE : Décision(s) du président

NATURE D'ACTE :

KEN GROUP
Société par actions simplifiée au capital de 790.865,20 euros
Siège social : 4-bis, rue Saint Sauveur – 75002 Paris
RCS Paris 489 723 858
(la « Société »)

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU
DU 31 MAI 2016**

L'an deux mille seize,

Le trente-et-un mai,

A dix-sept heures,

Le Président a pris les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la souscription de 37.950 BSA émis par la Société,
- Exercice de droits de souscription attachés aux BSA émis par la Société ; Constatation de la souscription de 37.950 ADP-2016,
- Constatation de l'augmentation corrélative du capital social,
- Questions diverses.

CONSTATATION DE LA SOUSCRIPTION DE BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Le Président rappelle qu'aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016, celle-ci a décidé, dans le cadre de l'article L. 228-91 du Code de commerce, l'émission de 500.000 bons de souscription d'actions (les « **BSA** ») au profit des mandants de la société Audacia, donnant le droit de souscrire à des actions nouvelles de préférence ADP2016 (les « **Actions de Préférence** ») à émettre par la Société à titre d'augmentation de capital.

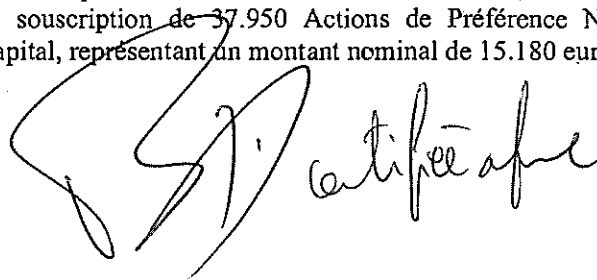
Puis le Président indique que la société Audacia a, agissant au nom et pour le compte de ses mandants, remis à la Société un bulletin de souscription à 37.950 BSA.

EXERCICE DE DROITS DE SOUSCRIPTION – AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

La société Audacia, agissant au nom et pour le compte de ses mandants, a également remis ce jour à la Société un bulletin d'exercice de 37.950 BSA, emportant souscription de 37.950 ADP2016, au prix unitaire de 10 euros, et a procédé au versement de la somme totale de 379.500 euros sur le compte de la Société.

En vertu des pouvoirs délégués par l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016, il convient, pour le Président, de constater le nombre d'Actions de Préférence émises à titre d'augmentation du capital de la Société par suite de l'exercice de ce droit de souscription ainsi qu'à leur libération intégrale et d'apporter les modifications nécessaires aux clauses de statuts relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent.

Le Président constate alors que les mandants de la Société Audacia, titulaires de 37.950 BSA exercent leurs droits pour la souscription de 37.950 Actions de Préférence Nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital, représentant un montant nominal de 15.180 euros et que les mandants de la


certifié après

Société Audacia se sont libérés intégralement de leurs souscriptions par versement en numéraire et qu'ainsi se trouve réalisée une augmentation de capital de 379.500 euros (prime incluse).

La différence entre le prix de souscription des actions nouvelles et leur valeur nominale constitue une prime d'émission qui sera inscrite au passif du bilan de la Société.

Conformément aux conditions de l'émission des BSA, les Actions de Préférence nouvelles sont créées avec jouissance du 31 mai 2016, date à partir de laquelle elles jouissent des droits particuliers attachés à cette catégorie d'actions tels que définis par les statuts de la Société.

Les statuts de la Société seront modifiés en conséquence.

MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS

Le Président, comme conséquence de la réalisation des augmentations de capital ci-dessus décrites, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts comme suit :

- ajout du paragraphe suivant à l'article 6 « *Apports* » :
« Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016 et d'une décision du Président en date du 31 mai 2016 le capital social a été augmenté d'une somme de 15.180 euros, par l'exercice de bons de souscription d'actions. »
- modification de l'article 7 « *Capital social* » des statuts désormais rédigé comme suit :
« Le capital social est fixé à la somme de sept cent quatre-vingt-dix mille huit cent soixante-cinq euros et vingt centimes (790.865,20 euros). Il est divisé en 1.977.163 actions de 0,40 euro de valeur nominale, réparties en trois catégories d'actions comme suit :
 - *1.356.580 actions ordinaires,*
 - *499.788 ADP-2013*
 - *120.795 ADP2016. »*

Le reste de l'article demeure inchangé.

POUVOIRS

Le Président confère tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes les formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à dix-sept heures trente.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président

Le Président



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 19-08-2016

N° DE DEPOT : 2016R083966

N° GESTION : 2006B08515

N° SIREN : 489723858

DENOMINATION : KEN GROUP

ADRESSE : 4 bis rue Saint Sauveur 75002 Paris

DATE D'ACTE : 23-05-2016

TYPE D'ACTE : Décision(s) du président

NATURE D'ACTE :

KEN GROUP
Société par actions simplifiée au capital de 769.009,20 euros
Siège social : 4-bis, rue Saint Sauveur – 75002 Paris
RCS Paris 489 723 858
(la « Société »)

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU
DU 23 MAI 2016**

L'an deux mille seize,

Le vingt-trois mai,

A dix-sept heures,

Le Président a pris les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la souscription de 16.690 BSA émis par la Société,
- Exercice de droits de souscription attachés aux BSA émis par la Société ; Constatation de la souscription de 16.690 ADP-2016,
- Constatation de l'augmentation corrélative du capital social,
- Questions diverses.

CONSTATATION DE LA SOUSCRIPTION DE BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Le Président rappelle qu'aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016, celle-ci a décidé, dans le cadre de l'article L. 228-91 du Code de commerce, l'émission de 500.000 bons de souscription d'actions (les « BSA ») au profit des mandants de la société Audacia, donnant le droit de souscrire à des actions nouvelles de préférence ADP2016 (les « Actions de Préférence ») à émettre par la Société à titre d'augmentation de capital.


Puis le Président indique que la société Audacia a, agissant au nom et pour le compte de ses mandants, remis à la Société un bulletin de souscription à 16.690 BSA.

EXERCICE DE DROITS DE SOUSCRIPTION – AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

La société Audacia, agissant au nom et pour le compte de ses mandants, a également remis ce jour à la Société un bulletin d'exercice de 16.690 BSA, emportant souscription de 16.690 ADP2016, au prix unitaire de 10 euros, et a procédé au versement de la somme totale de 166.900 euros sur le compte de la Société.

En vertu des pouvoirs délégués par l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016, il convient, pour le Président, de constater le nombre d'Actions de Préférence émises à titre d'augmentation du capital de la Société par suite de l'exercice de ce droit de souscription ainsi qu'à leur libération intégrale et d'apporter les modifications nécessaires aux clauses de statuts relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent.

Le Président constate alors que les mandants de la Société Audacia, titulaires de 16.690 BSA exercent leurs droits pour la souscription de 16.690 Actions de Préférence Nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital, représentant un montant nominal de 6.676 euros et que les mandants de la

 certifié copie

T

Société Audacia se sont libérés intégralement de leurs souscriptions par versement en numéraire et qu'ainsi se trouve réalisée une augmentation de capital de 166.900 euros (prime incluse).

La différence entre le prix de souscription des actions nouvelles et leur valeur nominale constitue une prime d'émission qui sera inscrite au passif du bilan de la Société.

Conformément aux conditions de l'émission des BSA, les Actions de Préférence nouvelles sont créés avec jouissance du 23 mai 2016, date à partir de laquelle elles jouissent des droits particuliers attachés à cette catégorie d'actions tels que définis par les statuts de la Société.

Les statuts de la Société seront modifiés en conséquence.

MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS

Le Président, comme conséquence de la réalisation des augmentations de capital ci-dessus décrites, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts comme suit :

- ajout du paragraphe suivant à l'article 6 « *Apports* » :
« Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016 et d'une décision du Président en date du 23 mai 2016 le capital social a été augmenté d'une somme de 6.676 euros, par l'exercice de bons de souscription d'actions ».
- modification de l'article 7 « *Capital social* » des statuts désormais rédigé comme suit :
« Le capital social est fixé à la somme de sept cent soixante-quinze mille six cent quatre-vingt-cinq euros et vingt centimes (775.685,20 euros). Il est divisé en 1.939.213 actions de 0,40 euro de valeur nominale, réparties en trois catégories d'actions comme suit :
 - *1.356.580 actions ordinaires,*
 - *499.788 ADP-2013*
 - *82.845 ADP2016. »*

Le reste de l'article demeure inchangé.

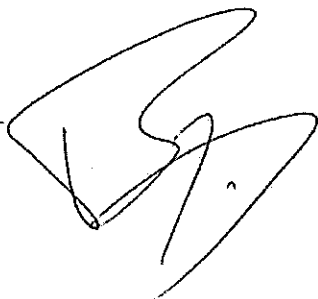
POUVOIRS

Le Président confère tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes les formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à dix-sept heures trente.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président

Le Président



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 19-08-2016

N° DE DEPOT : 2016R083966

N° GESTION : 2006B08515

N° SIREN : 489723858

DENOMINATION : KEN GROUP

ADRESSE : 4 bis rue Saint Sauveur 75002 Paris

DATE D'ACTE : 17-05-2016

TYPE D'ACTE : Décision(s) du président

NATURE D'ACTE :

KEN GROUP
Société par actions simplifiée au capital de 742.547,20 euros
Siège social : 4-bis, rue Saint Sauveur – 75002 Paris
RCS Paris 489 723 858
(la « Société »)

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU
DU 17 MAI 2016**

L'an deux mille seize,

Le dix-sept mai,

A dix-sept heures,

Le Président a pris les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la souscription de 66.155 BSA émis par la Société,
- Exercice de droits de souscription attachés aux BSA émis par la Société ; Constatation de la souscription de 66.155 ADP-2016,
- Constatation de l'augmentation corrélative du capital social,
- Questions diverses.

CONSTATATION DE LA SOUSCRIPTION DE BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Le Président rappelle qu'aux termes des délibérations de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016, celle-ci a décidé, dans le cadre de l'article L.228-91 du Code de commerce, l'émission de 500.000 bons de souscription d'actions (les « BSA ») au profit des mandants de la société Audacia, donnant le droit de souscrire à des actions nouvelles de préférence ADP2016 (les « Actions de Préférence ») à émettre par la Société à titre d'augmentation de capital.

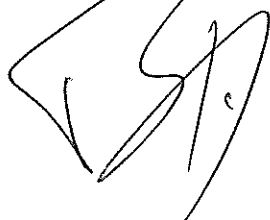
Puis le Président indique que la société Audacia a, agissant au nom et pour le compte de ses mandants, remis à la Société un bulletin de souscription à 66.155 BSA.

EXERCICE DE DROITS DE SOUSCRIPTION – AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

La société Audacia, agissant au nom et pour le compte de ses mandants, a également remis ce jour à la Société un bulletin d'exercice de 66.155 BSA, emportant souscription de 66.155 ADP2016, au prix unitaire de 10 euros, et a procédé au versement de la somme totale de 661.550 euros sur le compte de la Société.

En vertu des pouvoirs délégués par l'Assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016, il convient, pour le Président, de constater le nombre d'Actions de Préférence émises à titre d'augmentation du capital de la Société par suite de l'exercice de ce droit de souscription ainsi qu'à leur libération intégrale et d'apporter les modifications nécessaires aux clauses de statuts relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent.

Le Président constate alors que les mandants de la Société Audacia, titulaires de 66.155 BSA exercent leurs droits pour la souscription de 66.155 ADP nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital, représentant un montant nominal de 26.462 euros et que les mandants de la Société Audacia se sont

 certifiée copie

└

libérés intégralement de leurs souscriptions par versement en numéraire et qu'ainsi se trouve réalisée une augmentation de capital de 661.550 euros (prime incluse).

La différence entre le prix de souscription des actions nouvelles et leur valeur nominale constitue une prime d'émission qui sera inscrite au passif du bilan de la Société.

Conformément aux conditions de l'émission des BSA, les actions nouvelles de préférence sont créées avec jouissance du 17 mai 2016, date à partir de laquelle elles jouissent des droits particuliers attachés à cette catégorie d'actions tels que définis par les statuts de la Société.

Les statuts de la Société seront modifiés en conséquence.

MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS

Le Président, comme conséquence de la réalisation des augmentations de capital ci-dessus décrites, **décide** de modifier les articles 6 et 7 des statuts comme suit :

- ajout du paragraphe suivant à l'article 6 « *Apports* » :
« Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016 et d'une décision du Président en date du 17 mai 2016 le capital social a été augmenté d'une somme de 26.462 euros, par l'exercice de bons de souscription d'actions ».
- modification de l'article 7 « *Capital social* » des statuts désormais rédigé comme suit :
« Le capital social est fixé à la somme de sept cent soixante-neuf mille neuf euros et vingt centimes (769.009,20 euros). Il est divisé en 1.922.523 actions de 0,40 euro de valeur nominale, réparties en trois catégories d'actions comme suit :
 - *1.356.580 actions ordinaires,*
 - *499.788 ADP-2013*
 - *66.155 ADP2016. »*

Le reste de l'article demeure inchangé.

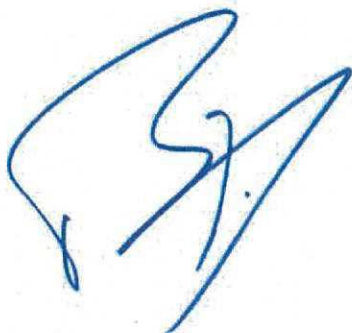
POUVOIRS

Le Président confère tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes les formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à dix-sept heures trente.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président

Le Président



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 19-08-2016

N° DE DEPOT : 2016R083966

N° GESTION : 2006B08515

N° SIREN : 489723858

DENOMINATION : KEN GROUP

ADRESSE : 4 bis rue Saint Sauveur 75002 Paris

DATE D'ACTE : 29-04-2016

TYPE D'ACTE : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire

NATURE D'ACTE : Décision d'augmentation

KEN GROUP

Société par actions simplifiée au capital de 742.547,20 euros
Siège social : 4-bis, rue Saint Sauveur – 75002 Paris
RCS Paris 489 723 858
(la « Société »)

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 29 AVRIL 2016**

L'an deux mille seize,

Le vingt-neuf avril,

A dix heures,

Les associés de la Société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social, sur convocation du Président (l'« Assemblée » ou l'« Assemblée Générale »).

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émarginée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom qu'en qualité de mandataire.

L'Assemblée est présidée par la société ZAK, en qualité de Président de la Société.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la copie de la lettre de convocation du Commissaire aux comptes,
- la feuille de présence et les pouvoirs des associés représentés,
- l'ordonnance du Président du Tribunal de Commerce de Paris en date du 21 avril 2016 désignant Monsieur Frédéric BITBOL en qualité de Commissaire aux avantages particuliers,
- le rapport du Commissaire aux avantages particuliers sur les actions de préférence à émettre dans le cadre de l'exercice des BSA,
- le rapport établi par le Président,
- les rapports du Commissaire aux comptes,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président constate que les associés présents ou représentés possèdent plus de la moitié des actions de la Société et que l'Assemblée peut ainsi valablement délibérer.

L'Assemblée Générale lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

- Lecture du rapport du Président,
- Lecture du rapport du Commissaire aux avantages particuliers,

 certifié conforme

✓

- Lecture des rapports du Commissaire aux comptes,
- Division de la valeur nominale des actions,
- Création d'une nouvelle catégorie d'actions de préférence (ci-après les « ADP2016 ») – définition des droits particuliers attachés aux ADP2016 – approbation en tant que de besoin de la modification des droits attachés aux actions ordinaires et aux actions de préférence de dites « ADP-2013 » induite par la création des ADP2016,
- Emission et attribution gratuite de 500.000 bons de souscriptions d'actions (ci-après les « BSA »), conférant le droit de souscrire à 500.000 ADP2016 à raison d'une ADP2016 nouvelle pour un BSA, au prix de 10 euros chacune, soit 0,40 euro de valeur nominale et 9,60 euros de prime d'émission,
- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés aux BSA pour en réserver la souscription au profit des personnes ayant conclu un mandat de gestion avec Audacia (les « Mandants d'Audacia »),
- Augmentation de capital différée,
- Modification des statuts,
- Délégation au Président à l'effet de procéder à une augmentation du capital social dont la souscription serait réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise établi en application des articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail,
- Principe de la nomination de co-commissaire aux comptes,
- Pouvoirs pour les formalités,
- Questions diverses.

PREMIERE RESOLUTION
(Division de la valeur nominale)

L'Assemblée Générale,

connaissance prise du rapport du Président,

décide de diviser par deux (2) la valeur nominale des actions qui est de quatre-vingt centimes d'euro (0,80 euro) et d'établir en conséquence la nouvelle valeur nominale des actions de la Société à quarante centimes d'euro (0,40 euro),

décide corrélativement et simultanément de multiplier par deux (2) le nombre des actions composant le capital social, le portant ainsi de 928.184 actions à 1.856.368 actions, chaque action ancienne donnant droit à deux actions nouvelles, le montant du capital social demeurant ainsi inchangé,

décide, que les actions ainsi émises par division de la valeur nominale des actions anciennes dans les conditions définies ci-dessus jouiront des mêmes droits et seront soumises aux mêmes obligations que les anciennes dont elles sont issues.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Création d'une nouvelle catégorie d'actions de préférence (ci-après les « ADP2016 ») – définition des droits particuliers attachés aux ADP2016 – approbation en tant que de besoin de la modification des droits attachés aux actions ordinaires et aux actions de préférence de dites « ADP-2013 » induite par la création des ADP2016

L'Assemblée Générale,

connaissance prise du rapport du Président, et du rapport du Commissaire aux avantages particuliers, après avoir constaté que le capital est intégralement libéré et statuant conformément aux dispositions de l'article L. 228-11 du code de commerce,

sous la condition suspensive de l'exercice d'au moins un BSA émis et attribué aux termes de la troisième résolution,

- (a) décide de créer une nouvelle catégorie d'actions de préférence désignées « ADP2016 »,
- (b) décide de définir comme suit les droits particuliers dont seront assorties les ADP2016,

« Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants soit par émission d'actions de préférence.

Les actions de préférence ADP2016 sont émises au nombre maximum de 500 000 et sont intitulées pour le besoin des présentes « ADP2016 ».

Les ADP2016 seront soumises à toutes les stipulations statutaires sous réserve des droits spécifiques décrits ci-après.

Aux ADP2016 sont attachés les droits et prérogatives suivants :

a – Dividendes prioritaires

Les ADP2016 n'ont pas de droit au versement du dividende ordinaire de la Société.

En revanche, chaque ADP2016 a droit à un dividende annuel prioritaire et cumulatif, versé par préférence à toutes les autres actions de la Société, prélevé sur les sommes distribuables et versé dans les neuf mois suivant la date de clôture de chaque exercice social (« le Dividende Prioritaire »). L'existence de ce droit au Dividende Prioritaire est subordonnée au versement préalable du Dividende Prioritaire attaché aux ADP2013.

Le Dividende Prioritaire est égal au taux du Dividende Prioritaire multiplié par 10 €.

Pour tous les exercices sociaux clos avant le 1^{er} janvier 2022, le taux du Dividende Prioritaire est nul, c'est à dire qu'aucun Dividende Prioritaire ne sera versé aux ADP2016 avant cette date.

Pour les exercices sociaux clos postérieurement à cette date, le taux du Dividende Prioritaire est égal à Euribor 12 mois + 1 500 points de base. En cas d'allongement de la durée d'un exercice social au delà de douze mois, le montant des Dividendes Prioritaires sera augmenté prorata temporis.

Le Dividende Prioritaire est cumulatif. Au paiement du Dividende Prioritaire s'ajoute donc le cas échéant le paiement d'un dividende cumulé (le « Dividende Cumulé »), qui sera égal à la somme des montants des Dividendes Prioritaires non versés durant au maximum les cinq exercices sociaux qui précèdent l'exercice social au cours duquel le Dividende Prioritaire est versé, montants auxquels est appliqué un taux de capitalisation annuel de 15%.

Ainsi et à titre d'illustration si la Société n'a pas versé de Dividende Prioritaire au titre des deux premiers exercices sociaux plein clos à compter de la date de clôture du cinquième exercice suivant la date de souscription des ADP2016, le montant du Dividende Cumulé, payable pour chaque ADP2016 au titre de cet exercice social en sus du Dividende Prioritaire, sera égal à (Euribar 12 mois + 1 500 points de base) x 10 € x (1,15 + 1,15 x 1,15).

Le paiement du Dividende Prioritaire et du Dividende Cumulé dans les neuf mois suivant la clôture de l'exercice social est une obligation de la Société à hauteur des sommes distribuables figurant à son bilan, étant entendu que les Dividendes Prioritaires et les Dividendes Cumulés seront imputés en priorité sur les bénéfices distribuables de l'exercice social, puis sur les autres sommes distribuables. Si l'assemblée ne vote pas cette distribution, ou si la Société ne met pas en paiement le dividende voté par

l'assemblée, alors tout Porteur d'ADP2016 pourra forcer le règlement du dividende par voie d'action en justice.

Pour tous les exercices sociaux à compter de et y compris celui clos le 31 décembre 2016, une fois voté et payé le montant du Dividende Prioritaire et le cas échéant du Dividende Cumulé, la société pourra voter et verser un dividende aux autres actions émises et à émettre de la Société (« le Dividende Ordinaire»). Le Dividende Ordinaire sera prélevé uniquement sur le bénéfice distribuable défini à l'article L232-11 du Code de Commerce, dans la limite du seul résultat net de l'exercice social diminué des produits financiers et des produits exceptionnels du même exercice social, sauf accord écrit préalable du Représentant des Porteurs d'ADP2016.

Pour tous les exercices sociaux à compter de et y compris celui clos le 31 décembre 2022, en cas de non exercice de l'option de rachat définie à l'article c des statuts, si un Dividende Ordinaire est versé aux autres actions émises et à émettre de la société, ce Dividende Ordinaire ne pourra excéder, à égalité de valeur nominale, le montant du Dividende Prioritaire, sauf à verser simultanément aux Porteurs des ADP2016 un dividende complémentaire (« le Dividende Complémentaire ») prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice social, les réserves distribuables ou le report à nouveau, et égal en cas d'égalité de valeur nominale, à la différence entre le Dividende Ordinaire et le Dividende Prioritaire. En cas d'inégalité des valeurs nominales entre les ADP2016 et les autres actions, le Dividende Complémentaire sera ajusté en conséquence.

Les ADP2016 porteront jouissance à compter de l'exercice social au cours duquel leur souscription a été réalisée.

b – Représentant des Porteurs des ADP2016

Les Porteurs des ADP2016 sont représentés de façon permanente par un représentant (« le Représentant des Porteurs des ADP2016 ») désigné en assemblée spéciale. Le Représentant des Porteurs des ADP2016 sera convoqué, avec un délai minimum de 15 jours, aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires en lieu et place des Porteurs d'ADP2016. A ce titre, toute notification, convocation ou communication de quelque nature qu'elle soit, adressée au Représentant des Porteurs des ADP2016 au titre des présents statuts sera réputée avoir été correctement faite auprès de chaque Porteur des ADP2016 et donc comme leur étant opposable, le Représentant des Porteurs des ADP2016 étant personnellement responsable de l'information de chaque Porteur d'ADP2016 dans les délais. Il pourra voter par correspondance aux assemblées, ou y participer et prendre part aux débats et au vote des résolutions au nom et pour le compte de l'ensemble des Porteurs d'ADP2016.

Cependant, les droits de convocation, de participation et de vote au sein des assemblées spéciales des Porteurs des ADP2016 (« les Assemblées Spéciales »), ne pourront être exercés que par les Porteurs des ADP2016. Les modalités de convocation, de tenue d'assemblée et de vote aux Assemblées Spéciales sont celles qui prévalent pour les assemblées extraordinaires de la Société à l'exception des conditions de quorum qui sont régies par celles énoncées à l'article L225-99 alinéa 3 du code de commerce.

Le Représentant des Porteurs des ADP2016 sera nommé et révoqué par une Assemblée Spéciale. Il pourra démissionner de ses fonctions, au cours d'une Assemblée Spéciale convoquée à cet effet. Dans cette hypothèse, il aura l'obligation de présenter un successeur devant être immédiatement désigné par l'Assemblée Spéciale convoquée. Sa démission ne prendra effet qu'à la date de désignation de son successeur.

Le Représentant des Porteurs des ADP2016 percevra une rémunération initiale puis une rémunération annuelle au titre de l'animation et de la représentation des Porteurs des ADP2016. La rémunération initiale sera égale à 10% du montant total reçu par la Société au titre de la souscription des ADP2016 augmenté de la TVA et sera payée par prélèvement automatique sur le compte bancaire de la Société le premier jour ouvré du mois de juillet 2016. La rémunération annuelle sera égale à 4 % du montant total reçu par la Société au titre de la souscription des ADP2016 augmenté de la TVA et sera payée par la Société par prélèvement automatique sur le compte bancaire de la Société chaque année le premier jour ouvré du mois de mars ; étant précisé que pour l'année d'émission des ADP2016, la rémunération

sera établie prorata temporis à compter de la souscription des ADP2016 et sera payée concomitamment au premier versement de la rémunération annuelle.

La rémunération annuelle due au titre du présent paragraphe, impayée à sa date d'exigibilité, portera de plein droit et sans qu'il soit besoin de demander ou de mise en demeure, intérêt à un taux directeur de la Banque Centrale majoré de 10%, calculé prorata temporis sur la base du nombre exact de jours écoulés à compter de la date d'exigibilité jusqu'au jour du paiement total et effectif, et d'un mois de 30 jours.

La perception d'intérêts de retard ne pourra être interprétée comme constituant un accord du Représentant des Porteurs des ADP2016 sur un quelconque moratoire. Tous intérêts, frais et indemnités spéciales seront capitalisés, s'ils sont dus pour une année entière, conformément aux dispositions de l'article 1154 du Code civil.

Il est précisé que toute communication de la Société à destination des Porteurs des ADP2016 sera toujours adressée en exclusivité au Représentant des Porteurs des ADP2016 qui se chargera de diffuser l'information communiquée par la Société aux Porteurs des ADP2016 dans le format et à un rythme qui relèvera de la seule décision du Représentant des Porteurs des ADP2016. En aucun cas la Société ne communiquera directement ses informations aux Porteurs des ADP2016 sans passer par l'entremise du Représentant des Porteurs des ADP2016.

En cas d'exercice de l'option de rachat définie au paragraphe c des statuts, la mission du Représentant des Porteurs des ADP2016 sera terminée une fois le Prix de Rachat versé et les titres transférés.

Le premier Représentant des ADP2016 est Audacia, société par actions simplifiée de droit français au capital social de 457 000 euros, dont le siège social est situé 6, rue de Téhéran 75008 Paris et dont le numéro d'identification au registre du commerce et des sociétés est le 492 471 792 RCS Paris.

c – Option de Rachat

Chaque Porteur des ADP2016 s'engage irrévocablement à céder à la société ZAK ou à toute autre personne qu'elle se substituerait, à l'exclusion de la Société (« le Tiers Acheteur »), si ce(s) dernier(s) le lui demande(nt) (l'« Option de Rachat ») pendant la période courant du 1^{er} janvier 2022 au 30 mars 2022 (la « Période d'Option »), en une seule fois la totalité des ADP2016 qu'il détient pour un montant par ADP2016 égal à $120\% \times 10 \text{ €}$ (« le Prix de Rachat »).

La levée de l'Option de Rachat sera valablement notifiée au Représentant des Porteurs des ADP2016 par le Tiers Acheteur, au plus tard le dernier jour de la Période d'Option par tout moyen. La notification contiendra le nom ou la raison sociale et l'adresse du Tiers Acheteur ainsi que son numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés s'il s'agit d'une personne morale.

Faute de notification de la levée de l'Option de Rachat à cette date par le Tiers Acheteur, l'Option de Rachat deviendra caduque.

Si l'Option de Rachat n'était pas levée dans le délai susvisé, toute clause statutaire, notamment d'agrément ou de préemption, limitant la liberté de cession des différentes catégories d'actions déjà émises ou à émettre par la Société sera considérée comme inapplicable et non écrite eu égard aux ADP2016.

L'Option de Rachat porte exclusivement sur la totalité des ADP2016 et aucun exercice partiel n'est autorisé.

La réalisation de la cession des ADP2016 sera subordonnée à la délivrance :

- (i) au Représentant des Porteurs des ADP2016 qui transmettra à chacun des Porteurs des ADP2016 en cas de vente, des chèques de banque (ou tout autre document apportant la preuve de l'exécution d'un virement bancaire) d'un montant égal au Prix de Rachat ;



(ii) à la Société, d'un ordre de mouvement lui donnant ordre de procéder au transfert, des ADP2016 au bénéfice du Tiers Acheteur, dûment rempli et signé.

Le paiement du Prix de Rachat par le Tiers Acheteur, devra intervenir dans les 30 (trente) jours qui suivent la notification de l'Option de Rachat.

En cas de notification de l'Option de Rachat dans les délais et faute de paiement du Prix de Rachat dans le délai indiqué ci-dessus, l'Option de Rachat deviendra caduque et son exercice sera réputé inexistant et de nul effet.

Le Tiers Acheteur, les Porteurs des ADP2016 et le Représentant des Porteurs des ADP2016 reconnaissent expressément le caractère irrévocable et intangible des termes de l'Option de Rachat. Toute manifestation de volonté de la part de l'un d'entre eux, sans le consentement exprès des autres, visant à affecter les termes et conditions de l'Option de Rachat sera privée de tout effet. En conséquence, les Porteurs des ADP2016, le Représentant des Porteurs des ADP2016 et le Tiers Acheteur conviennent, par dérogation expresse aux dispositions de l'article 1142 du Code civil, que le Tiers Acheteur pourra poursuivre en exécution forcée de l'Option de Rachat le(les) Porteur(s) défaillant(s) et le Représentant des Porteurs des ADP2016 et ce, sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle pourra solliciter.

d – Informations légales et contractuelles des Porteurs des ADP2016

La communication de tous les documents destinés par les lois et règlements aux actionnaires sera valablement faite par la Société au Représentant des Porteurs des ADP2016 pour ce qui concerne les Porteurs des ADP2016.

De façon générale le Représentant des Porteurs des ADP2016 sera l'interlocuteur unique de la Société pour le compte des Porteurs des ADP2016. Toute demande de document sera adressée par les Porteurs des ADP2016 au Représentant des Porteurs des ADP2016 et non pas à la Société directement.

En complément des droits d'information qui sont attribués aux actionnaires par la loi et les règlements, la Société s'engage à communiquer au Représentant des Porteurs des ADP2016 les informations suivantes :

- les comptes sociaux annuels dans les 90 (quatre-vingt-dix) jours suivants la clôture de l'exercice social ;
- pour tous les exercices sociaux à compter de et y compris celui clos le 31 décembre 2016 et indépendamment des seuils prévus aux articles L233-17 et R233-16 du code de commerce, la Société établira, dans les six mois suivants la clôture de l'exercice social, des comptes consolidés suivant les méthodes de consolidations définies aux articles L233-16 et suivants du code de commerce ;
- un rapport semestriel détaillant les principaux événements commerciaux, sociaux et financiers, ainsi que relatif à la participation du Représentant des Porteurs des ADP2016 aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la Société, dans une forme qui sera arrêtée par le Représentant des Porteurs des ADP2016 après concertation avec le Président de la Société, et qui sera transmis au Représentant des Porteurs des ADP2016 au plus tard 30 (trente) jours après la fin de chaque semestre;
- une copie du registre des mouvements de titres de la Société, tous les ans et toutes autres informations que le Représentant des Porteurs des ADP2016 pourrait raisonnablement demander au Dirigeant de lui fournir.

Si une de ces informations n'étaient pas communiquées dans la forme et dans les délais prévus, le Représentant des Porteurs des ADP2016 pourra mandater un expert qu'il choisira pour effectuer toutes missions de contrôle comptable/juridique qu'il jugera nécessaires. Il est précisé que la Société permettra et facilitera l'accomplissement de ces missions par l'expert choisi dont les frais d'expertise seront à la charge de la Société.

7

Le Représentant des Porteurs des ADP2016 communiquera au moins une fois par an aux Porteurs des ADP2016 un compte-rendu, et tiendra à la disposition des Porteurs des ADP2016 l'ensemble des documents auxquels les actionnaires ont accès selon la législation en vigueur.

Enfin, les Porteurs des ADP2016 donnent mandat au Représentant des Porteurs des ADP2016 pour diligenter pour leur compte toute expertise de gestion sur le fondement de l'article L225-231 du Code de commerce.

e - Droit de sortie conjointe

e.1 A l'issue de la Période d'Option et dans la mesure où l'Option de Rachat n'a pas été exercée, et dans l'hypothèse où :

- un ou plusieurs associés de la Société (ci-après désignée(s) la (les) « Partie(s) Concernée(s) »), envisagerai(en)t, seule ou ensemble, le transfert de titres de la Société (ci-après désignés les « Titres Concernés »), à un tiers ou à un associé (ci-après désigné l' « Acquéreur »), ou plusieurs Acquéreurs agissant de concert au sens de l'article L.233-10 du Code de commerce ;*
- ce transfert entraînant un changement de contrôle (au sens de l'article L233-3 du Code de commerce) de la Société, immédiatement ou à terme, directement ou indirectement.*

Les Porteurs des ADP2016 disposeront d'un droit de sortie totale, aux termes duquel ils seront admis à transférer à l'Acquéreur une partie ou la totalité de leurs ADP2016, selon les mêmes modalités que celles offertes par l'Acquéreur à la Partie Concernée et aux conditions de prix décrites ci-dessous (ci-après le « Droit de Sortie Totale »),

Le Droit de Sortie Totale ne pourra toutefois être exercé par les Porteurs des ADP2016 qu'à la condition que l'Acquéreur se soit irrévocablement engagé à acquérir les ADP2013 des Porteurs des ADP2013 qui souhaitent exercer leur Droit de Sortie Totale concomitamment aux Titres Concernés.

La Partie Concernée devra en conséquence, préalablement à un transfert de tout ou partie des Titres Concernés ou à tout engagement de sa part en vue de leur transfert susceptible d'entraîner l'application du Droit de Sortie Totale, obtenir l'engagement irrévocable de l'Acquéreur que celui-ci offrira aux Porteurs des ADP2016 et aux Porteurs des ADP2013 la possibilité de lui transférer une partie ou la totalité des ADP2016 et des ADP2013 qu'ils détiennent et qu'ils souhaiteront transférer, dans les conditions ci-dessous.

e.2 En conséquence, dans la situation visée à l'Article e.1 ci-dessus, la Partie Concernée devra notifier au Représentant des Porteurs des ADP2016 préalablement à la réalisation du transfert entraînant l'application du Droit de Sortie Totale, les détails de ce projet de transfert (prix d'achat, identité de l'Acquéreur et autres modalités offertes par l'Acquéreur) et que ce projet de transfert est susceptible d'entraîner un changement de contrôle de la Société (au sens de l'article L233-3 du Code de commerce).

e.3 Les Porteurs des ADP2016 disposeront d'un délai de quarante cinq (45) jours à compter de la réception de la notification prévue à l'Article e.2 ci-dessus pour exercer leur Droit de Sortie Totale suivant les modalités suivantes :

La décision des Porteurs des ADP2016 relative à l'exercice du Droit de Sortie Totale sera prise en Assemblée Spéciale et s'imposera alors à tous les Porteurs des ADP2016.

Dans l'hypothèse où les quorums légaux de l'Assemblée Spéciale ne seraient pas atteints, chaque Porteur des ADP2016 qui souhaiterait exercer son Droit de Sortie Totale devra notifier sa décision d'exercer ledit droit au Représentant des Porteurs des ADP2016 en précisant le nombre d'ADP2016 qu'il souhaite céder.

Si les Porteurs des ADP2016 ont exprimé en Assemblée Spéciale ou, à défaut de quorum, individuellement, leur souhait de faire valoir leur Droit de Sortie Totale le Représentant des Porteurs

7

des ADP2016 notifiera à la Partie Concernée, préalablement à l'expiration du délai indiqué ci-dessus, le nombre d'ADP2016 que les Porteurs des ADP2016 souhaitent céder (ci-après désignés les « ADP2016 Offertes »).

En cas d'exercice du Droit de Sortie Totale, le prix d'achat par l'Acquéreur de chaque ADP2016 Offerte sera établi sur la base du prix d'achat convenu entre l'Acquéreur et la Partie Concernée pour le transfert des Titres Concernés, ou, le cas échéant, offert de bonne foi par la Partie Concernée. Chaque ADP2016 sera valorisée comme une action ordinaire de la Société si les actions ordinaires et les ADP2016 ont la même valeur nominale ; et dans le cas où les deux valeurs nominales seraient différentes, chaque ADP2016 sera valorisée en multipliant la valeur d'une action ordinaire par le rapport entre la valeur nominale d'une ADP2016 et la valeur nominale d'une action ordinaire. A ce prix sera rajouté le montant du Dividende Prioritaire Cumulé.

Dans le cas où ce transfert conférant le contrôle serait effectué en plusieurs tranches, le prix retenu pour l'exercice du Droit de Sortie Totale correspondra soit (i) au prix par action convenu lors de la cession de la dernière tranche, soit (ii) au prix moyen des cessions réalisées au cours des vingt quatre derniers mois si ce prix moyen est supérieur au prix retenu lors de la cession de la dernière tranche.

En cas d'exercice du Droit de Sortie Totale, il sera procédé, à l'initiative du Représentant des Porteurs des ADP2016, à la cession des ADP2016 Offertes dans le délai visé dans le projet de transfert notifié ou, si rien n'est prévu à cet effet, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de l'expiration du délai indiqué au présent Article e.3.

e.4 A l'effet de s'assurer du rachat par l'Acquéreur des ADP2016 Offertes et de leur paiement dans ce délai, la Partie Concernée ne transférera la propriété des Titres Concernés à l'Acquéreur et ne percevra le prix des Titres Concernés qu'à condition que, simultanément, l'Acquéreur se voie transférer la propriété et s'acquitte du prix de cession des ADP2016 Offertes.

e.5 Dans l'hypothèse où, à l'occasion d'un projet de transfert dûment notifié, les Porteurs des ADP2016 n'auraient pas exercé leur Droit de Sortie Totale dans les conditions précisées à l'Article e.3, la Partie Concernée pourra procéder au transfert, dans le strict respect des termes du projet notifié et dans le délai prévu par celui-ci ou, à défaut de délai prévu, dans le délai de trente (30) jours à compter de l'expiration des délais de sortie totale.

A défaut pour la Partie Concernée de procéder ainsi, elle devra à nouveau, préalablement à tout transfert de ses Titres Concernés, se conformer aux dispositions du présent article.

e.6 Si, en contravention avec les dispositions qui précèdent, l'Acquéreur procédait à l'acquisition des Titres Concernés de la Partie Concernée mais n'achetait pas les ADP2016 Offertes par les Porteurs des ADP2016, la Partie Concernée serait tenue de se porter elle-même acquéreur dans les mêmes conditions de la totalité des ADP2016 Offertes dans un délai de huit (8) jours à compter de l'expiration du délai imparti à l'Article e.3 à l'Acquéreur.

De même, si l'Acquéreur procédait à l'acquisition des Titres Concernés de la Partie Concernée et des ADP2016 Offertes par les Porteurs des ADP2016 mais ne payait pas les ADP2016 Offertes, la Partie Concernée serait tenue solidairement avec l'Acquéreur de procéder, dans un délai de huit (8) jours à compter de l'expiration de délai imparti à l'Article e.3, au paiement des ADP2016 Offertes à l'Acquéreur.

e.7 A l'issue de la Période d'Option et dans la mesure où l'Option de Rachat n'a pas été exercée, dans l'hypothèse d'un changement de contrôle de la société qui détient directement ou indirectement le contrôle de la Société au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce (« l'Actionnaire Ultime »), les Porteurs des ADP2016 disposeront d'un droit de sortie totale dans des conditions identiques à celles prévues aux Articles e.1, e.2, e.3, e.4, e.5 et e.6, étant précisé que pour l'application de ces derniers la partie désignée comme la « Partie Concernée » correspond à l'« Actionnaire Ultime ». A ce titre, ils auront la possibilité de céder la totalité de leurs ADP2016 à l'Acquéreur, aux mêmes conditions et modalités que celles offertes par l'Acquéreur à l'Actionnaire Ultime à l'exception du prix. En effet, la

F

valeur des ADP2016 sera dans un tel cas déterminée à dire d'expert désigné à la demande de la partie la plus diligente par le Président du tribunal de Commerce du siège social de la Société et statuant dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

f - Obligation de Sortie Totale

f.1 A l'issue de la Période d'Option, dans la mesure où l'Option de Rachat n'a pas été exercée et dans l'hypothèse où un ou plusieurs associé(s) ou un ou plusieurs tiers, agissant seul ou de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce (ci-après dénommé le « **Bénéficiaire** ») viendrai(en)t à faire une offre portant sur 100% des actions de la Société (ci-après l'« **Offre** ») et où les titulaires d'actions, représentant au moins 80% des droits de vote de la Société souhaiteraient accepter l'Offre (ci-après la « **Majorité Qualifiée** »), chaque Porteur des ADP2016 (ci-après dénommé individuellement le « **Promettant** » et collectivement les « **Promettants** ») devra (la « **Promesse** »), si le Bénéficiaire en fait la demande par écrit au Représentant des Porteurs des ADP2016, céder au Bénéficiaire les ADP2016 qu'il détiendrait à la date d'exercice de la Promesse.

Le Bénéficiaire devra notifier par écrit le projet d'Offre au Représentant des Porteurs des ADP2016, étant précisé que la notification dudit projet d'Offre devra, à peine d'irrecevabilité, mentionner ou comporter :

(i) le nom (ou la dénomination sociale) et l'adresse (ou le siège social) du cessionnaire envisagé (ci-après le "**Cessionnaire Envisagé**"), et

(ii) l'identité de la ou des personnes ayant le contrôle, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, du Cessionnaire Envisagé, et

(iii) les liens financiers ou autres, éventuels, directs ou indirects, entre les actionnaires composant la Majorité Qualifiée, le Dirigeant et le Cessionnaire Envisagé, et

(iv) le nombre d'actions ordinaires et d'ADP2016 (ci-après les « **Titres Cédés** ») dont la cession est envisagée, et

(v) le prix offert par le Cessionnaire Envisagé, et

(vi) les autres modalités de l'opération envisagée,

(vii) une copie de l'offre ferme et faite de bonne foi du Cessionnaire Envisagé dûment signée, et

(viii) dans le cas d'un Transfert envisagé où le prix ne serait pas payé intégralement en numéraire (ci-après une "**Opération d'Echange**") ou d'un Transfert envisagé où les Titres Cédés ne seraient pas le seul bien dont le Bénéficiaire envisage le Transfert (ci-après une "**Opération Complexe**"), le Bénéficiaire devra également fournir une évaluation de la valeur des Titres Cédés et des biens qu'il recevrait en échange en cas d'une Opération d'Echange et/ou une évaluation des Titres Cédés en cas d'Opération Complexe.

f.2 Le Bénéficiaire devra adresser au Représentant des Porteurs des ADP2016 sa décision d'exercer la Promesse dans un délai de quinze (15) jours à compter du jour où la condition définie à l'Article f.1 ci-dessus sera remplie (ci-après la « **Notification du Bénéficiaire** »).

Il devra en outre notifier les termes de l'Offre acceptée, ainsi que l'accord écrit de la Majorité Qualifiée telle que visée à l'article f.1 ci-dessus.

f.3 Le Bénéficiaire ne pourra exercer la Promesse que pour la totalité des ADP2016 encore détenues par chacun des Promettants à la date d'exercice de la Promesse, et ce en une seule fois. En cas de pluralité de Bénéficiaires, ils devront s'accorder sur la répartition des Titres cédés entre eux.

f.4 Si la Promesse n'a pas été levée dans les conditions susvisées, elle deviendra caduque de plein droit sans indemnité due d'aucune part.

f.5 Fixation du prix d'exercice de la promesse

Dans le cas où la promesse serait levée dans les termes et délais prévus ci-dessus, chaque Promettant s'engage à transférer la propriété de ses ADP2016 conformément aux termes et conditions de l'Offre qui lui auront été notifiés, contre paiement du prix en numéraire.

Le prix d'achat par le Bénéficiaire pour chaque ADP2016 sera valorisé comme une action ordinaire de la Société si les actions ordinaires et les ADP2016 ont la même valeur nominale ; et dans le cas où les deux valeurs nominales seraient différentes, chaque ADP2016 sera valorisée en multipliant la valeur d'une action ordinaire par le rapport entre la valeur nominale d'une ADP2016 et la valeur nominale d'une action ordinaire.

En tout état de cause, le prix d'achat proposé par le Bénéficiaire pour chaque ADP2016 sera au minimum égal au Prix de Rachat auquel sera rajouté le montant du Dividende Cumulé.

f.6 Si la Promesse est exercée dans les termes et délais prévus ci-dessus et le prix calculé conformément à l'Article f.5 ci-dessus, le transfert des actions ordinaires et des ADP2016 (le « Transfert ») et le paiement du prix de vente interviendront au plus tard trente (30) jours après la date à laquelle l'exercice de la Promesse aura été effectuée par le Bénéficiaire étant précisé que les Porteurs des ADP2016 disposeront, en cas d'Opération d'Echange, et ce tant pour l'exercice de leur Droit de Sortie Totale que de leur Obligation de Sortie Totale, du droit de recevoir un prix entièrement payé en numéraire.

f.7 Le Transfert sera subordonné à la délivrance :

(i) aux titulaires d'actions ordinaires et au Représentant des Porteurs des ADP2016, pour les ADP2016, qui transmettra à chacun des Promettants, en cas de vente, des chèques de banque (ou tout autre document apportant la preuve de l'exécution d'un virement bancaire) d'un montant égal au prix d'achat de ses Titres tel que déterminé à l'Article f.5;

(ii) au Bénéficiaire d'un ordre de mouvement donnant à la Société ordre de procéder au Transfert au bénéfice du Bénéficiaire, dûment rempli et signé.

g - Représentation pour la vente des ADP2016

Le Représentant des Porteurs des ADP2016 est d'ores et déjà mandaté statutairement par les Porteurs des ADP2016 pour signer tout acte relatif à la revente des ADP2016 résultant notamment de l'exercice de l'Option de Rachat (c) du Droit de sortie conjointe (e), et de l'Obligation de Sortie Totale (f) et en particulier pour la signature des ordres de mouvement au profit selon le cas du Tiers Acheteur, du Bénéficiaire ou de l'Acquéreur. Les ordres de mouvement signés par le Représentant des Porteurs des ADP2016, emportent valablement le transfert des ADP2016, au profit du Tiers Acheteur, du Bénéficiaire ou de l'Acquéreur.

h – Tenue de registre des ADP2016

Le registre des mouvements des ADP2016 sera tenu de façon distincte des autres titres de la Société. La comptabilité des ADP2016 sera plus précisément tenue électroniquement, c'est à dire qu'elle ne sera pas reportée sur un registre paraphé.

Cette comptabilité est déléguée par la Société au Représentant des Porteurs des ADP2016 ou à tout autre tiers de son choix.

i - Réduction de capital social

Tant que les ADP2016 n'auront pas été achetées suivant les modalités prévues par les présents Statuts, la Société ne pourra opérer aucune réduction de capital social sauf à avoir obtenu l'accord des Porteurs des ADP2016 réunis en Assemblée Spéciale.

j – Droit prioritaire au boni de liquidation

En cas de liquidation de la Société, le produit de la liquidation disponible après extinction du passif, paiement des frais de liquidation et, plus généralement après tout paiement prioritaire imposé par la loi et les règlements applicables (le « Boni de liquidation ») sera distribué dans l'ordre de priorité suivant :

Aux Porteurs des ADP2016 pour un montant égal pour chaque ADP2016 au Prix de Rachat augmenté des Dividendes Cumulés non versés ;, étant entendu que si le Boni de liquidation ne couvre pas ce montant, le salde du Boni de liquidation sera réparti entre les Porteurs des ADP2016 au prorata de leur participation dans le capital social de la Société.

Aux titulaires des autres actions de la Société pour un montant égal par action au montant de sa valeur nominale.

Aux Porteurs des ADP2016 et aux titulaires des autres actions de la Société pour un montant proportionnel à leur participation au capital social de la Société.

k - Modification des statuts

Toutes modifications des statuts modifiant les articles a à j, modifiant les droits attachés aux ADP2016 ou augmentant les obligations imposées aux Porteurs des ADP2016 devront avoir été approuvées par l'Assemblée Spéciale des Porteurs des ADP2016 avant d'être soumises au vote de l'assemblée générale extraordinaire de la Société.

L'approbation de l'Assemblée Spéciale des Porteurs des ADP2016 ne sera pas requise pour toute émission de nouvelles actions de préférence dont l'application sera subordonnée à la satisfaction préalable des droits attachés aux ADP2016. Dans cette hypothèse, en l'absence de modification des droits attachés aux ADP2016, les conditions d'application de l'article L225-99 du Code de Commerce ne seront pas réunies.

Les Actions de Préférence seront créées de façon permanente.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Emission et attribution gratuite de 500.000 bons de souscriptions d'actions (ci-après les « BSA »), conférant le droit de souscrire à 500.000 ADP2016 à raison d'une ADP2016 nouvelle pour un BSA, au prix de 10 euros chacune, soit 0,40 euro de valeur nominale et 9,60 euros de prime d'émission

L'Assemblée Générale,

connaissance prise du rapport du Président, des rapports spéciaux du Commissaire aux comptes,

après avoir constaté que le capital est intégralement libéré et statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-129 et suivants et de l'article L. 228-91 du même code,

- (a) **décide** d'émettre et d'attribuer gratuitement 500.000 bons de souscription d'actions (« BSA »), dans les termes du contrat d'émission figurant en annexe du présent procès-verbal, conférant le droit de souscrire à 500.000 ADP2016, à raison d'une ADP2016 nouvelle pour un BSA, au prix de 10 euros chacune, soit quarante centimes d'euro (0,40 euro) de valeur nominale et neuf euros et soixante centimes (9,60 euros) de prime d'émission,
- (b) **arrête** le contrat d'émission des BSA dans les termes figurant en Annexe 1 au présent procès-verbal,
- (c) **rappelle** qu'aux termes de ce contrat d'émission :

- les BSA, librement cessibles, seront émis sous la forme nominative,
- les BSA seront émis et souscrits gratuitement,
- les associés de la société renoncent à leur droit préférentiel de souscription des BSA au profit exclusif des mandants de la société Audacia,
- l'exercice de ces BSA emportera renonciation automatique des associés à leur droit préférentiel de souscription aux actions de préférence à émettre en conséquence de l'exercice des droits y attachés par leurs titulaires, dans les conditions prévues aux présentes,
- la souscription des BSA sera ouverte à compter du 29 avril 2016 jusqu'au 17 juin 2016,
- les ADP2016 souscrites au résultat de l'exercice des BSA devront l'être en numéraire et devront être libérées en totalité lors de la souscription,
- les ADP2016 nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires et jouiront des droits spécifiques qui leurs sont réservés dans ce cadre,
- la souscription et l'exercice des BSA seront reçues au siège social de la Société,
- l'exercice des BSA pourra être réalisé en une ou plusieurs fois jusqu'au 17 juin 2016.

(d) **rappelle** que tant qu'il existera des BSA, l'émission d'actions à souscrire contre numéraire, l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission et la distribution de réserves en espèces ou en titres de portefeuilles ne seront autorisées qu'à la condition de réserver les droits des titulaires de BSA.

A cet effet, la Société devra permettre aux titulaires de BSA de souscrire à titre irréductible des actions ou d'obtenir des actions nouvelles à titre gratuit, ou de recevoir des titres semblables aux titres distribués dans les mêmes quantités ou proportions ainsi qu'aux mêmes conditions, sauf en ce qui concerne la jouissance, que s'ils avaient été associés lors desdites émissions, incorporations ou distributions.

Dans les cas d'émissions d'obligations avec BSA, d'obligations convertibles ou échangeables, la Société en informera les titulaires de BSA dans les conditions des dispositions réglementaires et prendra toutes mesures pour que les droits de ceux-ci soient préservés, en permettant de souscrire, lors du remboursement, ou de se faire attribuer de nouvelles actions dans les mêmes conditions que s'ils avaient été actionnaires au moment de la nouvelle émission, en procédant aux ajustements nécessaires.

Il en sera de même en cas d'émission d'actions à souscrire contre numéraire ou d'obligations convertibles ou échangeables si l'assemblée générale des associés a supprimé le droit préférentiel de souscription.

A dater de l'émission des BSA et tant qu'il existera de tels BSA, l'absorption de la Société émettrice par une autre société ou la fusion avec une ou plusieurs autres sociétés dans une société nouvelle ou encore la scission au profit d'une ou plusieurs sociétés existantes ou nouvelles, les titulaires des BSA pourront souscrire au profit des actions de la société absorbante ou nouvelle ou des sociétés bénéficiaires de la scission dans les mêmes conditions que celles prévues à l'origine, sauf à procéder aux ajustements rendus nécessaires par la fusion ou la scission.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

(Suppression du droit préférentiel de souscription des associés aux BSA pour en réserver la souscription au profit des personnes ayant conclu un mandat de gestion avec Audacia (les « Mandants d'Audacia »))

7

L'Assemblée Générale,

connaissance prise du rapport du Président, des rapports spéciaux du Commissaire aux comptes,
après avoir constaté que le capital est intégralement libéré,

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés aux 500.000 BSA afin d'en réserver la souscription au profit exclusif des Mandants d'Audacia, qui disposeront, par l'intermédiaire d'Audacia, du droit de souscrire aux BSA donnant droit à l'attribution respective d'Actions de Préférences ADP2016 de la Société à émettre en conséquence de l'exercice desdits BSA.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION
(Approbation d'avantages particuliers)

L'Assemblée Générale,

connaissance prise du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux avantages particuliers,
après avoir constaté que le capital est intégralement libéré,

- (i) approuve, en tant que de besoin, les avantages particuliers conférés aux bénéficiaires de la suppression du droit préférentiel de souscription visés à la quatrième résolution ci-dessus, par l'émission à leur profit des BSA gratuits et des ADP2016 résultant de leur exercice éventuel,
- (ii) précise que la décision d'émission des BSA emporte renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription aux ADP2016 à émettre en exercice des BSA.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION
(Augmentation de capital différée)

L'Assemblée Générale,

connaissance prise du rapport du Président, des rapports spéciaux du Commissaire aux comptes et du rapport du Commissaire aux avantages particuliers,

après avoir constaté que le capital est intégralement libéré et statuant conformément aux dispositions de l'article L.225-129 et suivants et de l'article L.228-91 du même code,

décide, afin de permettre aux souscripteurs des BSA d'exercer leurs droits de souscription aux ADP2016, une augmentation de capital différée de la société résultant de l'exercice desdits BSA pour un montant nominal maximum de 200.000 euros, soit un prix de souscription maximum de 5.000.000 d'euros, soit 10 euros par action, prime d'émission de 9,60 euros comprise.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION
(Caractéristiques de l'augmentation de capital différée)

L'Assemblée Générale,

connaissance prise du rapport du Président, des rapports spéciaux du Commissaire aux comptes et du rapport du Commissaire aux avantages particuliers,

décide que :

- les Actions de Préférence ADP2016 seront souscrites au prix unitaire de 10 euros, soit avec une prime d'émission de 9,60 euros par titre de capital, le montant de la prime étant inscrit au passif du bilan dans un compte « Prime d'émission » sur lequel porteront les droits des associés nouveaux et anciens,
- les Actions de Préférence ADP2016, souscrites au moyen de l'exercice des BSA devront l'être en numéraire et devront être libérées en totalité lors de la souscription,
- les Actions de Préférence nouvelles ADP2016 seront soumises à toutes les dispositions statutaires et jouiront des droits spécifiques qui leurs sont réservés dans ce cadre,
- les souscriptions des Actions de Préférence ADP2016 seront reçues au siège social de la Société,
- la souscription des Actions de Préférence ADP2016 pourra être réalisée jusqu'au 17 juin 2016,
- l'exercice du droit de souscription des BSA sera constaté par la remise d'un bulletin de souscription qui devra être retourné à la Société avant l'expiration du délai ci-dessus fixé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

(Modification des statuts comme conséquence des décisions qui précèdent – pouvoirs au Président pour l'accomplissement des formalités subséquentes)

L'Assemblée Générale,

connaissance prise du rapport du Président, des rapports spéciaux du Commissaire aux comptes et du rapport du Commissaire aux avantages particuliers, constatant que le capital est intégralement libéré, sous la condition suspensive de l'exercice d'au moins un BSA, décide d'adopter article par article puis dans son ensemble le projet de statuts figurant Annexe 2 au présent procès-verbal et qui reflète (i) les résolutions ci-dessus et (ii) que l'ajout du paragraphe suivant à l'article 2 « *Objet* » :

« La Société maintiendra jusqu'au 1^{er} janvier 2022 exclusivement une activité industrielle et commerciale telle que visée par l'article 885-0 V bis du Code Général des Impôts et n'exercera aucune des activités exclues par l'article 885-0 V bis du Code Général des Impôts, notamment les activités de gestion de patrimoine mobilier et les activités de gestion ou de location d'immeubles, sauf lorsque l'activité non éligible est exercée à titre accessoire et constitue le complément indissociable d'une activité éligible tout en respectant les conditions suivantes:

- *identité de clientèle,*
- *prépondérance de l'activité éligible en termes de chiffre d'affaires, l'activité non éligible devant présenter un caractère accessoire,*
- *nécessité d'exercer l'activité non éligible pour des raisons techniques et/ou commerciales. »*

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

Délégation au Président d'une augmentation de capital réservée aux salariés

L'Assemblée Générale,

connaissance prise du rapport du Président, statuant en application des dispositions des articles L. 225-

129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce et de l'article L. 3332-18 du Code du travail,

délègue au Président la compétence nécessaire à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, sur ses seules délibérations, par émission d'actions ordinaires réservées, directement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement d'entreprise, aux adhérents à un plan d'épargne tel que prévu aux articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail qui serait ouvert aux salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce et qui remplissent, en outre, les conditions éventuellement fixées par le Président (ci-après dénommés les « Salariés du Groupe »).

L'Assemblée Générale,

décide de supprimer en conséquence le droit préférentiel de souscription attribués aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver la souscription desdites actions aux Salariés du Groupe,

Et décide (i) de fixer à vingt-six (26) mois à compter de ce jour la durée de validité de la présente délégation, (ii) de fixer à 22.277 euros le montant nominal maximal des actions qui pourront ainsi être émises et (iii) que le prix d'émission d'une action sera déterminé par le Président, selon les modalités fixées à l'article L. 3332-18 du Code du travail.

Cette résolution, mise aux voix, est rejetée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION

(Principe de la nomination de co-commissaire aux comptes)

L'Assemblée Générale,

connaissance prise du rapport du Président,

décide que la Société nommera, entre la date de la présente Assemblée et la date de clôture de l'exercice en cours, un co-commissaire aux comptes choisi par le Président parmi la liste suivante :

- Mazars,
- PricewaterhouseCoopers, Deloitte,
- KPMG,
- Grant Thornton,
- Ernst & Young et
- Exelmans Audit et Conseil

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

ONZIEME RESOLUTION

(Pouvoirs pour les formalités)

L'Assemblée Générale,

connaissance prise du rapport du Président,

confère tous pouvoirs au président pour la réalisation matérielle des opérations, notamment pour :

- aviser la société Audacia de l'émission des BSA et recueillir les souscriptions auxdits bons des mandants de cette dernière ;

- prendre les mesures nécessaires en vue de protéger les droits des titulaires des BSA ;
- recueillir la ou les souscriptions aux ADP2016 souscrites en exercice des BSA ;
- de clore les souscriptions des BSA,
- constater les augmentations de capital résultant des souscriptions aux ADP2016 ;
- modifier corrélativement les statuts ;
- accomplir les formalités légales avec faculté de subdélégation ;
- et, lus généralement, faire tout ce qui se révélerait nécessaire et/ou utile en vue de l'émission et de l'exercice des BSA.

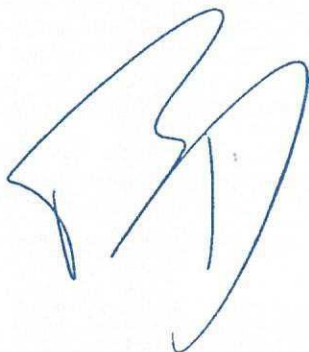
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* * *

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

De tous ce qui précède, il a été donné le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.

Le Président,
ZAK
représentée par
Monsieur Frank-Elie BENZAQUEN



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 19-08-2016

N° DE DEPOT : 2016R083966

N° GESTION : 2006B08515

N° SIREN : 489723858

DENOMINATION : KEN GROUP

ADRESSE : 4 bis rue Saint Sauveur 75002 Paris

DATE D'ACTE : 30-06-2016

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

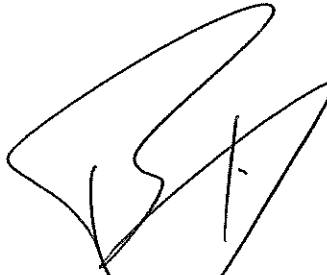
NATURE D'ACTE :

KEN GROUP

Société par actions simplifiée au capital de 931.532 Euros
Siège social : 4 Bis rue Saint Sauveur - 75002 PARIS
RCS Paris 489 723 858

STATUTS

Mis à jour aux termes des décisions du Président du 30 juin 2016



Certifiés conforme
Le Président

I. FORME – OBJET- DENOMINATION- SIEGE SOCIAL – DUREE

Article 1 – FORME

La Société a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée immatriculée le 25 avril 2006.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée aux termes de l'assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire du 15 mai 2013.

La Société est régie par les dispositions légales applicables à cette forme sociale, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel publiquement à l'épargne.

Article 2 – OBJET

La société a pour objet par toutes voies directes ou indirectes en France et à l'étranger :

- la production d'œuvres audiovisuelles et musicales,
- le conseil en création, en gestion et en organisation d'entreprises, notamment au profit de toutes entreprises visées aux alinéas suivants ;
- la fourniture de prestations de services en matière administrative, comptable, informatique, commerciale, financière, juridique, fiscale, marketing, développement ainsi qu'en matière de formation, de communication, d'organisation d'événements et de séminaires, d'achats et de logistique, d'acquisitions de sociétés ou d'entreprises et de gestion des ressources humaines ;
- la prise de participations par tous moyens dans toutes sociétés ou entreprises ;
- la gestion et la cession de ces participations en France et à l'étranger,
- La création, le développement et l'exploitation de centres sportifs de remise en forme, de loisirs, tourisme, centre d'affaires lesdites activités comprenant notamment : soins esthétiques visage et corps, gymnastique, danse, massages, coiffure, bars, restaurants, buanderie, et d'une façon générale toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles ou préparatoires à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation ;
- La recherche et développement en vue de la création, le développement et l'exploitation de centres de remises en forme et d'appareils de musculation, de fitness et plus généralement de sport reposant sur un univers écologique et sur l'utilisation des énergies alternatives et/ou renouvelables ;
- Tous services loisirs, tels qu'organisation de conférences, congrès, réunions, cocktails, réceptions privées en tous genres ;
- Tous services tourisme, tels que billetterie, voyages, théâtre ;
- Tous services affaires, tels que location de bureaux, salles de réunions, de conférence, projection ;
- L'achat et vente de tous produits, articles et accessoires de sport, mode, articles de Paris, parfumerie, produits de beauté et de couture.

La société a également pour objet :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout autre objet similaire ou connexe.

Pour réaliser cet objet, la société peut recourir, en tous lieux, à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, sans aucune exception, dès lors que, directement ou indirectement, ils contribuent ou peuvent contribuer, ils facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités ci-dessus définies ou ils permettent de sauvegarder les intérêts commerciaux, industriels ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation de groupe ou d'affaires.

La Société maintiendra jusqu'au 1er janvier 2022 exclusivement une activité industrielle et commerciale telle que visée par l'article 885-0 V bis du Code Général des Impôts et n'exercera aucune des activités exclues par l'article 885-0 V bis du Code Général des Impôts, notamment les activités de gestion de patrimoine mobilier et les activités de gestion ou de location d'immeubles, sauf lorsque l'activité non éligible est exercée à titre accessoire et constitue le complément indissociable d'une activité éligible tout en respectant les conditions suivantes:

- identité de clientèle;
- prépondérance de l'activité éligible en termes de chiffre d'affaires, l'activité non éligible devant présenter un caractère accessoire;
- nécessité d'exercer l'activité non éligible pour des raisons techniques et/ou commerciales.

Article 3 – DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : « **KEN GROUP** »

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège est fixé au : 4 bis rue Saint Sauveur – 75002 Paris.

Le transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe est décidé par le Président. Dans tous les autres cas, le transfert du siège social résulte d'une décision collective des associés.

Article 5 – DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans, sauf en cas de dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la Société est prise par décision collective des associés.

II. APPORTS- CAPITAL SOCIAL- FORME DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS – TRANSMISSION DES ACTIONS

Article 6 – APPORTS

Le capital social est constitué par les apports suivants :

Apport en numéraire

Par :

- Monsieur Frank-Elie BENZAQUEN

La somme en numéraire de neuf mille Euros libérée du cinquième soit 9.000
Euros

- Monsieur Pierre BENZAQUEN

La somme en numéraire de mille Euros libérée du cinquième soit 1.000
Euros

Soit au total la somme de 10.000 Euros.

Une quote-part de cette somme de dix mille Euros (10.000 €), soit deux mille Euros (2.000 €) correspondant à un cinquième du montant de ces apports a été déposée conformément à la loi au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, à la Banque Crédit Agricole Ile de France, ainsi qu'il en résulte d'un certificat délivré par ladite Banque le 28 mars 2006.

La libération du surplus, soit la somme de huit mille Euros (8.000 €) interviendra en une ou plusieurs fois sur décisions de la gérance.

Le retrait des fonds ainsi déposés s'effectuera par la gérance sur présentation du certificat du greffier attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Le capital social a été intégralement libéré le 31 mars 2008.

Par délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés en date du 16 mai 2011, le capital social a été modifié de la façon suivante :

- (i) augmentation de capital d'une somme de deux cent cinquante-sept mille sept cent quarante (257.740) euros par émission de deux cent cinquante-sept mille sept cent quarante (257.740) parts sociales nouvelles au titre de la rémunération d'un apport de 77 actions de la société Ken Club évaluées à 257.740,56 euros, le capital social étant alors porté de 10.000 à 267.740 euros ;
- (ii) augmentation de capital d'une somme de deux cent cinquante-sept mille sept cent quarante (257.740) euros par émission de deux cent cinquante-sept mille sept cent quarante (257.740) parts sociales nouvelles au titre de la rémunération d'un apport de 77 actions de la société Ken Club évaluées à 257.740,56 euros, le capital social étant alors porté 267.740 à 525.480 euros.

Aux termes d'une décision de l'Assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire du 25 mai 2013, la valeur nominale de l'action a été réduite pour passer de 1 à 0,80 euro, le montant du capital social restant inchangé,

Aux termes d'une décision du Président en date du 25 mai 2013 constatant l'exercice de 147.116 BSA emportant ainsi souscription de 147.116 ADP 2013, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant nominal de 117.692,80 euros, pour être porté de 525.480 euros à 643.172,80 euros.

Aux termes d'une décision du Président en date du 14 juin 2013 constatant l'exercice de 102.778

BSA emportant ainsi souscription de 102.778 ADP 2013, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant nominal de 82.222,40 euros, pour être porté de 643.172,80 à 725.395,20 euros.

Aux termes des décisions du Président en date du 12 juin 2014, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant nominal de 11.040 euros, pour être porté de 725.395,20 euros à 736.435,20 euros.

Aux termes des décisions du Président en date du 10 juin 2015, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant nominal de 7.640 euros, pour être porté de 736.435,20 euros à 742.547,20 euros.

Aux termes d'une décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 29 avril 2016, la valeur nominale de l'action a été réduite pour passer de 0,80 euro à 0,40 euro, le montant du capital social restant inchangé.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016 et d'une décision du Président en date du 17 mai 2016 le capital social a été augmenté d'une somme de 26.462 euros, par l'exercice de bons de souscription d'actions.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016 et d'une décision du Président en date du 23 mai 2016 le capital social a été augmenté d'une somme de 6.676 euros, par l'exercice de bons de souscription d'actions.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016 et d'une décision du Président en date du 31 mai 2016 le capital social a été augmenté d'une somme de 15.180 euros, par l'exercice de bons de souscription d'actions.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016 et d'une décision du Président en date du 7 juin 2016 le capital social a été augmenté d'une somme de 21.188,40 euros, par l'exercice de bons de souscription d'actions.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 avril 2016 et d'une décision du Président en date du 15 juin 2016 le capital social a été augmenté d'une somme de 119.478,40 euros, par l'exercice de bons de souscription d'actions.

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de neuf cent trente et un mille cinq cent trente-deux (931.532) euros. Il est divisé en 2.328.830 actions de 0,40 euro de valeur nominale, réparties en trois catégories d'actions comme suit :

- 1.356.580 actions ordinaires,
- 499.788 ADP-2013
- 472.462 ADP2016.

Article 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL

Sous réserve des dispositions de l'article 10 des présents statuts, le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés.

Article 9 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registre tenus à cet effet par la Société.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la Société à tout associé qui en fait la demande.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Article 10 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence du montant de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-proprétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

10.1 Actions ADP2013

Les actions de préférence de catégorie ADP2013 (les « **ADP2013** ») bénéficient, en plus des droits reconnus aux actions ordinaires, des avantages particuliers suivants :

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants soit par émission d'actions de préférence.

Les actions de préférence sont émises au nombre maximum de 250.000 et sont intitulées pour le besoin des présentes « ADP2013 ».

Les ADP2013 seront soumises à toutes les stipulations statutaires sous réserve des droits spécifiques décrits ci-après.

Aux ADP2013 sont attachés les droits et prérogatives suivants :

a – Dividendes prioritaires

Les ADP2013 n'ont pas de droit au versement du dividende ordinaire de la Société. En revanche, chaque ADP2013 a droit à un dividende annuel prioritaire et cumulatif,

versé par préférence à toutes les autres actions de la Société, prélevé sur les sommes distribuables et versé dans les neuf mois suivant la date de clôture de chaque exercice social (« le **Dividende Prioritaire** »).

Le Dividende Prioritaire est égal au taux du Dividende Prioritaire multiplié par 10

€.

Pour tous les exercices sociaux clos avant le 1^{er} janvier 2019, le taux du Dividende Prioritaire est nul, c'est à dire qu'aucun Dividende Prioritaire ne sera versé aux ADP2013 avant cette date.

Pour les exercices sociaux clos postérieurement à cette date, le taux du Dividende Prioritaire est égal à Euribor 12 mois + 1 500 points de base. En cas d'allongement de la durée d'un exercice social au delà de douze mois, le montant des Dividendes Prioritaires sera augmenté prorata temporis.

Le Dividende Prioritaire est cumulatif. Au paiement du Dividende Prioritaire s'ajoute donc le cas échéant le paiement d'un dividende cumulé (le « **Dividende Cumulé** »), qui sera égal à la somme des montants des Dividendes Prioritaires non versés durant au maximum les cinq exercices sociaux qui précèdent l'exercice social au cours duquel le Dividende Prioritaire est versé, montants auxquels est appliqué un taux de capitalisation annuel de 15%.

Ainsi et à titre d'illustration si la Société n'a pas versé de Dividende Prioritaire au titre des deux premiers exercices sociaux plein clos à compter de la date de clôture du cinquième exercice suivant la date de souscription des ADP2013, le montant du Dividende Cumulé, payable pour chaque ADP2013 au titre de cet exercice social en sus du Dividende Prioritaire, sera égal à (Euribor 12 mois + 1 500 points de base) x 10 € x (1,15 + 1,15 x 1,15).

Le paiement du Dividende Prioritaire et du Dividende Cumulé dans les neuf mois suivant la clôture de l'exercice social est une obligation de la Société à hauteur des sommes distribuables figurant à son bilan, étant entendu que les Dividendes Prioritaires et les Dividendes Cumulés seront imputés en priorité sur les bénéfices distribuables de l'exercice social, puis sur les autres sommes distribuables. Si l'assemblée ne vote pas cette distribution, ou si la Société ne met pas en paiement le dividende voté par l'assemblée, alors tout Porteur d'ADP2013 pourra forcer le règlement du dividende par voie d'action en justice.

Pour tous les exercices sociaux à compter de et y compris celui clos le 31 décembre 2013, une fois voté et payé le montant du Dividende Prioritaire et le cas échéant du Dividende Cumulé, la société pourra voter et verser un dividende aux autres actions émises et à émettre de la Société (« le **Dividende Ordinaire**») dans la limite du seul résultat net de l'exercice social diminué des produits financiers et des produits exceptionnels du même exercice social, sauf accord écrit préalable du Représentant des Porteurs d'ADP2013.

Pour tous les exercices sociaux à compter de et y compris celui clos le 31 décembre 2019, en cas de non exercice de l'option de rachat définie à l'article c des statuts, si un Dividende Ordinaire est versé aux autres actions émises et à émettre de la société, ce Dividende Ordinaire ne pourra excéder, à égalité de valeur nominale, le montant du Dividende Prioritaire, sauf à verser simultanément aux Porteurs des ADP2013 un dividende complémentaire (« le **Dividende Complémentaire** ») prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice social, les réserves distribuables ou le report à nouveau, et égal en cas d'égalité de valeur nominale, à la différence entre le Dividende Ordinaire et le Dividende Prioritaire. En cas d'inégalité des valeurs nominales entre les ADP2013 et les autres actions, le Dividende Complémentaire sera ajusté en conséquence.

Les ADP2013 porteront jouissance à compter de l'exercice social au cours duquel leur souscription a été réalisée.

b – Représentant des Porteurs des ADP2013

Les Porteurs des ADP2013 sont représentés de façon permanente par un représentant (« le **Représentant des Porteurs des ADP2013** ») désigné en assemblée spéciale. Le Représentant des Porteurs des ADP2013 sera convoqué aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires en lieu et place des Porteurs d'ADP2013. A ce titre, toute notification, convocation ou communication de quelque nature qu'elle soit, adressée au Représentant des Porteurs des ADP2013 au titre des présents statuts sera réputée avoir été correctement faite auprès de chaque Porteur des ADP2013 et donc comme leur étant opposable, le Représentant des Porteurs des

ADP2013 étant personnellement responsable de l'information de chaque Porteur d'ADP2013 dans les délais. Il participera aux assemblées et prendra part aux débats et au vote des résolutions au nom et pour le compte de l'ensemble des Porteurs d'ADP2013.

Cependant, les droits de convocation, de participation et de vote au sein des assemblées spéciales des Porteurs des ADP2013 (« les Assemblées Spéciales »), ne pourront être exercés que par les Porteurs des ADP2013. Les modalités de convocation, de tenue d'assemblée et de vote aux Assemblées Spéciales sont celles qui prévalent pour les assemblées extraordinaires de la Société.

Le Représentant des Porteurs des ADP2013 sera nommé et révoqué par une Assemblée Spéciale. Il pourra démissionner de ses fonctions, au cours d'une Assemblée Spéciale convoquée à cet effet. Dans cette hypothèse, il aura l'obligation de présenter un successeur devant être immédiatement désigné par l'Assemblée Spéciale convoquée. Sa démission ne prendra effet qu'à la date de désignation de son successeur.

Le Représentant des Porteurs des ADP2013, au titre de la gestion des relations de la Société avec les Porteurs des ADP2013, percevra une rémunération annuelle. Cette rémunération sera payée d'avance par la Société par prélèvement automatique sur le compte bancaire de la Société chaque année le premier jour ouvré du mois de mars, et pour la première fois le premier jour ouvré du mois de mars 2014. Elle sera égale chaque année à 4 % du montant total reçu par la Société au titre de la souscription des ADP2013 augmenté de la TVA.

Pour l'année d'émission des ADP2013, la rémunération sera établie prorata temporis à compter de la souscription des ADP2013, et sera payée concomitamment au premier versement de cette rémunération annuelle.

Cette rémunération annuelle d'ne au titre du présent paragraphe, impayée à sa date d'exigibilité, portera de plein droit et sans qu'il soit besoin de demander ou de mise en demeure, intérêt à un taux directeur de la Banque Centrale majoré de 10%, calculé prorata temporis sur la base du nombre exact de jours écoulés à compter de la date d'exigibilité jusqu'au jour du paiement total et effectif, et d'un mois de 30 jours.

La perception d'intérêts de retard ne pourra être interprétée comme constituant un accord d'Audacia sur un quelconque moratoire. Tous intérêts, frais et indemnités spéciales seront capitalisés, s'ils sont dus pour une année entière, conformément aux dispositions de l'article 1154 du Code civil.

Il est précisé que toute communication de la Société à destination des Porteurs des ADP2013 sera toujours adressée en exclusivité au Représentant des Porteurs des ADP2013 qui se chargera de diffuser l'information communiquée par la Société aux Porteurs des ADP2013 dans le format et à un rythme qui relèvera de la seule décision du Représentant des Porteurs des ADP2013. En aucun cas la Société ne communiquera directement ses informations aux Porteurs des ADP2013 sans passer par l'entremise du Représentant des Porteurs des ADP2013.

En cas d'exercice de l'option de rachat définie au paragraphe c des statuts, la mission du Représentant des Porteurs des ADP2013 sera terminée une fois le Prix de Rachat versé et les titres transférés.

Le premier Représentant des ADP2013 est Audacia, société par actions simplifiée de droit français au capital social de EUR 457 000,00, dont le siège social est situé 6, rue de Téhéran 75008 Paris et dont le numéro d'identification au registre du commerce et des sociétés est le 492 471 792 RCS Paris.

c – Option de Rachat

Chaque Porteur des ADP2013 s'engage irrévocablement à céder à Monsieur Frank- Elie

BENZAQUEN et Arthur BENZAQUEN ou à toute autre personne qu'ils se substitueraient, à l'exclusion de la Société (« le Tiers Acheteur »), si ce(s) dernier(s) le lui demande(nt) (l' « **Option de Rachat** ») pendant la période courant du 1^{er} janvier 2019 au 30 mars 2019 (la « **Période d'Option** »), en une seule fois la totalité des ADP2013 qu'il détient pour un montant par ADP2013 égal à 110% x 10 € (« le **Prix de Rachat** »).

La levée de l'Option de Rachat sera valablement notifiée au Représentant des Porteurs des ADP2013 par le Tiers Acheteur, au plus tard le dernier jour de la Période d'Option par tout moyen. La notification contiendra le nom ou la raison sociale et l'adresse du Tiers Acheteur ainsi que son numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés s'il s'agit d'une personne morale.

Faute de notification de la levée de l'Option de Rachat à cette date par le Tiers Acheteur, l'Option de Rachat deviendra caduque.

Si l'Option de Rachat n'était pas levée dans le délai susvisé, toute clause statutaire, notamment d'agrément ou de préemption, limitant la liberté de cession des différentes catégories d'actions déjà émises ou à émettre par la Société sera considérée comme inapplicable et non écrite eu égard aux ADP2013.

L'Option de Rachat porte exclusivement sur la totalité des ADP2013 et aucun exercice partiel n'est autorisé.

La réalisation de la cession des ADP2013 sera subordonnée à la délivrance :

(i) au Représentant des Porteurs des ADP2013 qui transmettra à chacun des Porteurs des ADP2013 en cas de vente, des chèques de banque (ou tout autre document apportant la preuve de l'exécution d'un virement bancaire) d'un montant égal au Prix de Rachat ;

(ii) à la Société, d'un ordre de mouvement lui donnant ordre de procéder au transfert, des ADP2013 au bénéfice du Tiers Acheteur, dûment rempli et signé.

Le paiement du Prix de Rachat par le Tiers Acheteur, devra intervenir dans les 30 (trente) jours qui suivent la notification de l'Option de Rachat.

En cas de notification de l'Option de Rachat dans les délais et faute de paiement du Prix de Rachat dans le délai indiqué ci-dessus, l'Option de Rachat deviendra caduque et son exercice sera réputé inexistant et de nul effet.

Le Tiers Acheteur, les Porteurs des ADP2013 et le Représentant des Porteurs des ADP2013 reconnaissent expressément le caractère irrévocable et intangible des termes de l'Option de Rachat. Toute manifestation de volonté de la part de l'un d'entre eux, sans le consentement exprès des autres, visant à affecter les termes et conditions de l'Option de Rachat sera privée de tout effet. En conséquence, les Porteurs des ADP2013, le Représentant des Porteurs des ADP2013 et le Tiers Acheteur conviennent, par dérogation expresse aux dispositions de l'article 1142 du Code civil, que le Tiers Acheteur pourra poursuivre en exécution forcée de l'Option de Rachat le(les) Porteur(s) défaillant(s) et le Représentant des Porteurs des ADP2013 et ce, sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle pourra solliciter.

d – Informations légales et contractuelles des Porteurs des ADP2013

La communication de tous les documents destinés par les lois et règlements aux actionnaires sera valablement faite par la Société au Représentant des Porteurs des ADP2013 pour ce qui concerne les Porteurs des ADP2013.

De façon générale le Représentant des Porteurs des ADP2013 sera l'interlocuteur unique de la Société pour le compte des Porteurs des ADP2013. Toute demande de document sera adressée par les Porteurs des ADP2013 au Représentant des Porteurs des ADP2013 et non pas à la Société directement.

En complément des droits d'information qui sont attribués aux actionnaires par la loi et les règlements, la Société s'engage à communiquer au Représentant des Porteurs des ADP2013 les informations suivantes :

- les comptes sociaux annuels dans les 90 (quatre-vingt-dix) jours suivants la clôture de l'exercice social ;
- un rapport semestriel détaillant les principaux événements commerciaux, sociaux et financiers, ainsi que relatif à la participation du Représentant des Porteurs des ADP2013 aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la Société, dans une forme qui sera arrêtée par le Représentant des Porteurs des ADP2013 après concertation avec le Président de la Société, et qui sera transmis au Représentant des Porteurs des ADP2013 au plus tard 30 (trente) jours après la fin de chaque semestre;
- une copie du registre des mouvements de titres de la Société, tous les ans et toutes autres informations que le Représentant des Porteurs des ADP2013 pourrait raisonnablement demander au Dirigeant de lui fournir.

Le Représentant des Porteurs des ADP2013 communiquera au moins une fois par an aux Porteurs des ADP2013 un compte-rendu, et tiendra à la disposition des Porteurs des ADP2013 l'ensemble des documents auxquels les actionnaires ont accès selon la législation en vigueur.

e - Droit de sortie conjointe

e.1 A l'issue de la Période d'Option et dans la mesure où l'Option de Rachat n'a pas été exercée, et dans l'hypothèse où :

- un ou plusieurs associés de la Société (ci-après désignée(s) la (les) « **Partie(s) Concernée(s)** »), envisagerai(en)t, seule ou ensemble, le transfert de titres de la Société (ci-après désignés les « **Titres Concernés** »), à un tiers ou à un associé (ci-après désigné l' « **Acquéreur** »), ou plusieurs Acquéreurs agissant de concert au sens de l'article L.233-10 du Code de commerce ;
- ce transfert entraînant un changement de contrôle (au sens de l'article L233-3 du Code de commerce) de la Société, immédiatement ou à terme, directement ou indirectement.

Les Porteurs des ADP2013 disposeront d'un droit de sortie totale, aux termes duquel ils seront admis à transférer à l'Acquéreur une partie ou la totalité de leurs ADP2013, selon les mêmes modalités que celles offertes par l'Acquéreur à la Partie Concernée et aux conditions de prix décrites ci-dessous (ci-après le « **Droit de Sortie Totale** »),

La Partie Concernée devra en conséquence, préalablement à un transfert de tout ou partie des Titres Concernés ou à tout engagement de sa part en vue de leur transfert susceptible d'entraîner l'application du Droit de Sortie Totale, obtenir l'engagement irrévocable de l'Acquéreur que celui-ci offrira aux Porteurs des ADP2013 la possibilité de lui transférer une partie ou la totalité des ADP2013 qu'ils détiennent et qu'ils souhaiteront transférer, dans les conditions ci-dessous.

e.2 En conséquence, dans la situation visée à l'Article e.1 ci-dessus, la Partie Concernée devra notifier au Représentant des Porteurs des ADP2013 préalablement à la réalisation du transfert

entraînant l'application du Droit de Sortie Totale, les détails de ce projet de transfert (prix d'achat, identité de l'Acquéreur et autres modalités offertes par l'Acquéreur) et que ce projet de transfert est susceptible d'entraîner un changement de contrôle de la Société (au sens de l'article L233-3 du Code de commerce).

e.3 Les Porteurs des ADP2013 disposeront d'un délai de quarante cinq (45) jours à compter de la réception de la notification prévue à l'Article e.2 ci-dessus pour exercer leur Droit de Sortie Totale suivant les modalités suivantes :

La décision des Porteurs des ADP2013 relative à l'exercice du Droit de Sortie Totale sera prise en Assemblée Spéciale et s'imposera alors à tous les Porteurs des ADP2013.

Dans l'hypothèse où les quorums légaux de l'Assemblée Spéciale ne seraient pas atteints, chaque Porteur des ADP2013 qui souhaiterait exercer son Droit de Sortie Totale devra notifier sa décision d'exercer ledit droit au Représentant des Porteurs des ADP2013 en précisant le nombre d'ADP2013 qu'il souhaite céder.

Si les Porteurs des ADP2013 ont exprimé en Assemblée Spéciale ou, à défaut de quorum, individuellement, leur souhait de faire valoir leur Droit de Sortie Totale le Représentant des Porteurs des ADP2013 notifiera à la Partie Concernée, préalablement à l'expiration du délai indiqué ci-dessus, le nombre d'ADP2013 que les Porteurs des ADP2013 souhaitent céder (ci-après désignés les « **ADP2013 Offertes** »).

En cas d'exercice du Droit de Sortie Totale, le prix d'achat par l'Acquéreur de chaque ADP2013 Offerte sera établi sur la base du prix d'achat convenu entre l'Acquéreur et la Partie Concernée pour le transfert des Titres Concernés, ou, le cas échéant, offert de bonne foi par la Partie Concernée. Chaque ADP2013 sera valorisée comme une action ordinaire de la Société si les actions ordinaires et les ADP2013 ont la même valeur nominale ; et dans le cas où les deux valeurs nominales seraient différentes, chaque ADP2013 sera valorisée en multipliant la valeur d'une action ordinaire par le rapport entre la valeur nominale d'une ADP2013 et la valeur nominale d'une action ordinaire. A ce prix sera rajouté le montant du Dividende Prioritaire Cumulé.

Dans le cas où ce transfert conférant le contrôle serait effectué en plusieurs tranches, le prix retenu pour l'exercice du Droit de Sortie Totale correspondra soit (i) au prix par action convenu lors de la cession de la dernière tranche, soit (ii) au prix moyen des cessions réalisées au cours des vingt-quatre derniers mois si ce prix moyen est supérieur au prix retenu lors de la cession de la dernière tranche.

En cas d'exercice du Droit de Sortie Totale, il sera procédé, à l'initiative du Représentant des Porteurs des ADP2013, à la cession des ADP2013 Offertes dans le délai visé dans le projet de transfert notifié ou, si rien n'est prévu à cet effet, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de l'expiration du délai indiqué au présent Article e.3.

e.4 A l'effet de s'assurer du rachat par l'Acquéreur des ADP2013 Offertes et de leur paiement dans ce délai, la Partie Concernée ne transférera la propriété des Titres Concernés à l'Acquéreur et ne percevra le prix des Titres Concernés qu'à condition que, simultanément, l'Acquéreur se voie transférer la propriété et s'acquitte du prix de cession des ADP2013 Offertes.

e.5 Dans l'hypothèse où, à l'occasion d'un projet de transfert dûment notifié, les Porteurs des ADP2013 n'auraient pas exercé leur Droit de Sortie Totale dans les conditions précisées à l'Article e.3, la Partie Concernée pourra procéder au transfert, dans le strict respect des termes du projet notifié et dans le délai prévu par celui-ci ou, à défaut de délai prévu, dans le délai de trente (30) jours à compter de l'expiration des délais de sortie totale.

A défaut pour la Partie Concernée de procéder ainsi, elle devra à nouveau, préalablement à tout transfert de ses Titres Concernés, se conformer aux dispositions du présent article.

e.6 Si, en contravention avec les dispositions qui précèdent, l'Acquéreur procédait à l'acquisition des Titres Concernés de la Partie Concernée mais n'achetait pas les ADP2013 Offertes par les Porteurs des ADP2013, la Partie Concernée serait tenue de se porter elle-même acquéreur dans les mêmes conditions de la totalité des ADP2013 Offertes dans un délai de huit (8) jours à compter de l'expiration du délai imparti à l'Article e.3 à l'Acquéreur.

De même, si l'Acquéreur procédait à l'acquisition des Titres Concernés de la Partie Concernée et des ADP2013 Offertes par les Porteurs des ADP2013 mais ne payait pas les ADP2013 Offertes, la Partie Concernée serait tenue solidairement avec l'Acquéreur de procéder, dans un délai de huit (8) jours à compter de l'expiration de délai imparti à l'Article e.3, au paiement des ADP2013 Offertes à l'Acquéreur.

e.7 A l'issue de la Période d'Option et dans la mesure où l'Option de Rachat n'a pas été exercée, dans l'hypothèse d'un changement de contrôle de la société qui détient directement ou indirectement le contrôle de la Société au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce (« **l'Actionnaire Ultime** »), les Porteurs des ADP2013 disposeront d'un droit de sortie totale dans des conditions identiques à celles prévues aux Articles e.1, e.2, e.3, e.4, e.5 et e.6, étant précisé que pour l'application de ces derniers la partie désignée comme la « Partie Concernée » correspond à l'« Actionnaire Ultime ». A ce titre, ils auront la possibilité de céder la totalité de leurs ADP2013 à l'Acquéreur, aux mêmes conditions et modalités que celles offertes par l'Acquéreur à l'Actionnaire Ultime à l'exception du prix. En effet, la valeur des ADP2013 sera dans un tel cas déterminée à dire d'expert désigné à la demande de la partie la plus diligente par le Président du tribunal de Commerce du siège social de la Société et statuant dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

f - Obligation de Sortie Totale

f.1 A l'issue de la Période d'Option, dans la mesure où l'Option de Rachat n'a pas été exercée et dans l'hypothèse où un ou plusieurs associé(s) ou un ou plusieurs tiers, agissant seul ou de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce (ci-après dénommé le « **Bénéficiaire** ») viendrai(en)t à faire une offre portant sur 100% des actions de la Société (ci-après l'« **Offre** ») et où les titulaires d'actions, représentant au moins 70% des droits de vote de la Société souhaiteraient accepter l'Offre (ci-après la « **Majorité Qualifiée** »), chaque Porteur des ADP2013 (ci-après dénommé individuellement le « **Promettant** » et collectivement les « **Promettants** ») devra (la « **Promesse** »), si le Bénéficiaire en fait la demande par écrit au Représentant des Porteurs des ADP2013, céder au Bénéficiaire les ADP2013 qu'il détiendrait à la date d'exercice de la Promesse.

Le Bénéficiaire devra notifier par écrit le projet d'Offre au Représentant des Porteurs des ADP2013, étant précisé que la notification dudit projet d'Offre devra, à peine d'irrecevabilité, mentionner ou comporter :

- (i) le nom (ou la dénomination sociale) et l'adresse (ou le siège social) du cessionnaire envisagé (ci-après le "**Cessionnaire Envisagé**"), et
- (ii) l'identité de la ou des personnes ayant le contrôle, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, du Cessionnaire Envisagé, et
- (iii) les liens financiers ou autres, éventuels, directs ou indirects, entre les Actionnaires Majoritaires, l'actionnaire concerné et le Cessionnaire Envisagé, et
- (iv) le nombre d'actions ordinaires et d'ADP2013 (ci-après les « **Titres Cédés** »)

») dont la cession est envisagée, et

(v) le prix offert par le Cessionnaire Envisagé, et

(vi) les autres modalités de l'opération envisagée,

(vii) une copie de l'offre ferme et faite de bonne foi du Cessionnaire Envisagé dûment signée, et

(viii) dans le cas d'un Transfert envisagé où le prix ne serait pas payé intégralement en numéraire (ci-après une "**Opération d'Echange**") ou d'un Transfert envisagé où les Titres Cédés ne seraient pas le seul bien dont le Bénéficiaire envisage le Transfert (ci- après une "**Opération Complexe**"), le Bénéficiaire devra également fournir une évaluation de la valeur des Titres Cédés et des biens qu'il recevrait en échange en cas d'une Opération d'Echange et/ou une évaluation des Titres Cédés en cas d'Opération Complexe.

f.2 Le Bénéficiaire devra adresser au Représentant des Porteurs des ADP2013 sa décision d'exercer la Promesse dans un délai de quinze (15) jours à compter du jour où la condition définie à l'Article f.1 ci-dessus sera remplie (ci-après la « **Notification du Bénéficiaire** »).

Il devra en outre notifier les termes de l'Offre acceptée, ainsi que l'accord écrit de la Majorité Qualifiée telle que visée à l'article f.1 ci-dessus.

f.3 Le Bénéficiaire ne pourra exercer la Promesse que pour la totalité des ADP2013 encore détenues par chacun des Promettants à la date d'exercice de la Promesse, et ce en une seule fois. En cas de pluralité de Bénéficiaires, ils devront s'accorder sur la répartition des Titres cédés entre eux.

f.4 Si la Promesse n'a pas été levée dans les conditions susvisées, elle deviendra caduque de plein droit sans indemnité due d'aucune part.

f.5 Fixation du prix d'exercice de la promesse

Dans le cas où la promesse serait levée dans les termes et délais prévus ci-dessus, chaque Promettant s'engage à transférer la propriété de ses ADP2013 conformément aux termes et conditions de l'Offre qui lui auront été notifiés, contre paiement du prix en numéraire.

Le prix d'achat par le Bénéficiaire pour chaque ADP2013 sera valorisé comme une action ordinaire de la Société si les actions ordinaires et les ADP2013 ont la même valeur nominale ; et dans le cas où les deux valeurs nominales seraient différentes, chaque ADP2013 sera valorisée en multipliant la valeur d'une action ordinaire par le rapport entre la valeur nominale d'une ADP2013 et la valeur nominale d'une action ordinaire.

En tout état de cause, le prix d'achat proposé par le Bénéficiaire pour chaque ADP2013 sera au minimum égal au Prix de Rachat auquel sera rajouté le montant du Dividende Cumulé.

f.6 Si la Promesse est exercée dans les termes et délais prévus ci-dessus et le prix calculé conformément à l'Article f.5 ci-dessus, le transfert des actions ordinaires et des ADP2013 (le « **Transfert** ») et le paiement du prix de vente interviendront au plus tard trente (30) jours après la date à laquelle l'exercice de la Promesse aura été effectuée par le Bénéficiaire étant précisé que les Porteurs des ADP2013 disposeront, en cas d'Opération d'Echange, et ce tant pour l'exercice de leur Droit de Sortie Totale que de leur Obligation de Sortie Totale, du droit de recevoir un prix entièrement payé en numéraire.

f.7 Le Transfert sera subordonné à la délivrance :

(i) aux titulaires d'actions ordinaires et au Représentant des Porteurs des ADP2013, pour les ADP2013, qui transmettra à chacun des Promettants, en cas de vente, des chèques de banque (ou tout autre document apportant la preuve de l'exécution d'un virement bancaire) d'un montant égal au prix d'achat de ses Titres tel que déterminé à l'Article f.5;

(ii) au Bénéficiaire d'un ordre de mouvement donnant à la Société ordre de procéder au Transfert au bénéfice du Bénéficiaire, dûment rempli et signé.

g - Représentation pour la vente des ADP2013

Le Représentant des Porteurs des ADP2013 est d'ores et déjà mandaté statutairement par les Porteurs des ADP2013 pour signer tout acte relatif à la revente des ADP2013 résultant de l'exercice de l'Option de Rachat (c) du Droit de sortie conjointe (e) et de l'Obligation de Sortie Totale (f) et en particulier pour la signature des ordres de mouvement au profit selon le cas du Tiers Acheteur, du Bénéficiaire ou de l'Acquéreur. Les ordres de mouvement signés par le Représentant des Porteurs des ADP2013, emportent valablement le transfert des ADP2013, au profit du Tiers Acheteur, du Bénéficiaire ou de l'Acquéreur.

h – Tenue de registre des ADP2013

Le registre des mouvements des ADP2013 sera tenu de façon distincte des autres titres de la Société. La comptabilité des ADP2013 sera plus précisément tenue électroniquement, c'est à dire qu'elle ne sera pas reportée sur un registre paraphé.

Cette comptabilité est déléguée par la Société au Représentant des Porteurs des ADP2013 ou à tout autre tiers de son choix.

i - Réduction de capital social

Tant que les ADP2013 n'auront pas été achetées suivant les modalités prévues par les présents Statuts, la Société ne pourra opérer aucune réduction de capital social sauf à avoir obtenu l'accord des Porteurs des ADP2013 réunis en Assemblée Spéciale.

j - Modification des statuts

Toutes modifications des statuts modifiant les articles a à i, modifiant les droits attachés aux ADP2013 ou augmentant les obligations imposées aux Porteurs des ADP2013 devront avoir été approuvées par l'Assemblée Spéciale des Porteurs des ADP2013 avant d'être soumises au vote de l'assemblée générale extraordinaire de la Société.

L'approbation de l'Assemblée Spéciale des Porteurs des ADP2013 ne sera pas requise pour toute émission de nouvelles actions de préférence dont l'application sera subordonnée à la satisfaction préalable des droits attachés aux ADP2013. Dans cette hypothèse, en l'absence de modification des droits attachés aux ADP2013, les conditions d'application de l'article L225-99 du Code de Commerce ne seront pas réunies.

10.2 Actions ADP2016

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants soit par émission d'actions de préférence.

Les actions de préférence ADP2016 sont émises au nombre maximum de 500 000 et sont intitulées pour le besoin des présentes « ADP2016 ».

Les ADP2016 seront soumises à toutes les stipulations statutaires sous réserve des droits spécifiques décrits ci-après.

Aux ADP2016 sont attachés les droits et prérogatives suivants :

a – Dividendes prioritaires

Les ADP2016 n'ont pas de droit au versement du dividende ordinaire de la Société.

En revanche, chaque ADP2016 a droit à un dividende annuel prioritaire et cumulatif, versé par préférence à toutes les autres actions de la Société, prélevé sur les sommes distribuables et versé dans les neuf mois suivant la date de clôture de chaque exercice social (« le **Dividende Prioritaire** »). L'existence de ce droit au Dividende Prioritaire est subordonnée au versement préalable du Dividende Prioritaire attaché aux ADP2013.

Le Dividende Prioritaire est égal au taux du Dividende Prioritaire multiplié par 10 €.

Pour tous les exercices sociaux clos avant le 1^{er} janvier 2022, le taux du Dividende Prioritaire est nul, c'est à dire qu'aucun Dividende Prioritaire ne sera versé aux ADP2016 avant cette date.

Pour les exercices sociaux clos postérieurement à cette date, le taux du Dividende Prioritaire est égal à Euribor 12 mois + 1 500 points de base. En cas d'allongement de la durée d'un exercice social au delà de douze mois, le montant des Dividendes Prioritaires sera augmenté prorata temporis.

Le Dividende Prioritaire est cumulatif. Au paiement du Dividende Prioritaire s'ajoute donc le cas échéant le paiement d'un dividende cumulé (le « **Dividende Cumulé** »), qui sera égal à la somme des montants des Dividendes Prioritaires non versés durant au maximum les cinq exercices sociaux qui précèdent l'exercice social au cours duquel le Dividende Prioritaire est versé, montants auxquels est appliqué un taux de capitalisation annuel de 15%.

Ainsi et à titre d'illustration si la Société n'a pas versé de Dividende Prioritaire au titre des deux premiers exercices sociaux plein clos à compter de la date de clôture du cinquième exercice suivant la date de souscription des ADP2016, le montant du Dividende Cumulé, payable pour chaque ADP2016 au titre de cet exercice social en sus du Dividende Prioritaire, sera égal à (Euribor 12 mois + 1 500 points de base) x 10 € x (1,15 + 1,15 x 1,15).

Le paiement du Dividende Prioritaire et du Dividende Cumulé dans les neuf mois suivant la clôture de l'exercice social est une obligation de la Société à hauteur des sommes distribuables figurant à son bilan, étant entendu que les Dividendes Prioritaires et les Dividendes Cumulés seront imputés en priorité sur les bénéfices distribuables de l'exercice social, puis sur les autres sommes distribuables. Si l'assemblée ne vote pas cette distribution, ou si la Société ne met pas en paiement le dividende voté par l'assemblée, alors tout Porteur d'ADP2016 pourra forcer le règlement du dividende par voie d'action en justice.

Pour tous les exercices sociaux à compter de et y compris celui clos le 31 décembre 2016, une fois voté et payé le montant du Dividende Prioritaire et le cas échéant du Dividende Cumulé, la société pourra voter et verser un dividende aux autres actions émises et à émettre de la Société (« le **Dividende Ordinaire** »). Le Dividende Ordinaire sera prélevé uniquement sur le bénéfice distribuable défini à l'article L232-11 du Code de Commerce, dans la limite du seul résultat net de l'exercice social diminué des produits financiers et des produits exceptionnels du même exercice social, sauf accord écrit préalable du Représentant des Porteurs d'ADP2016.

Pour tous les exercices sociaux à compter de et y compris celui clos le 31 décembre 2022, en cas de non exercice de l'option de rachat définie à l'article c des statuts, si un Dividende Ordinaire est versé aux autres actions émises et à émettre de la société, ce Dividende Ordinaire ne pourra excéder, à égalité de valeur nominale, le montant du Dividende Prioritaire, sauf à verser simultanément aux Porteurs des ADP2016 un dividende complémentaire (« le **Dividende Complémentaire** ») prélevé sur le bénéfice

distribuable de l'exercice social, les réserves distribuables ou le report à nouveau, et égal en cas d'égalité de valeur nominale, à la différence entre le Dividende Ordinaire et le Dividende Prioritaire. En cas d'inégalité des valeurs nominales entre les ADP2016 et les autres actions, le Dividende Complémentaire sera ajusté en conséquence.

Les ADP2016 porteront jouissance à compter de l'exercice social au cours duquel leur souscription a été réalisée.

b – Représentant des Porteurs des ADP2016

Les Porteurs des ADP2016 sont représentés de façon permanente par un représentant (« le **Représentant des Porteurs des ADP2016** ») désigné en assemblée spéciale. Le Représentant des Porteurs des ADP2016 sera convoqué, avec un délai minimum de 15 jours, aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires en lieu et place des Porteurs d'ADP2016. A ce titre, toute notification, convocation ou communication de quelque nature qu'elle soit, adressée au Représentant des Porteurs des ADP2016 au titre des présents statuts sera réputée avoir été correctement faite auprès de chaque Porteur des ADP2016 et donc comme leur étant opposable, le Représentant des Porteurs des ADP2016 étant personnellement responsable de l'information de chaque Porteur d'ADP2016 dans les délais. Il pourra voter par correspondance aux assemblées, ou y participer et prendre part aux débats et au vote des résolutions au nom et pour le compte de l'ensemble des Porteurs d'ADP2016.

Cependant, les droits de convocation, de participation et de vote au sein des assemblées spéciales des Porteurs des ADP2016 (« les **Assemblées Spéciales** »), ne pourront être exercés que par les Porteurs des ADP2016. Les modalités de convocation, de tenue d'assemblée et de vote aux Assemblées Spéciales sont celles qui prévalent pour les assemblées extraordinaires de la Société à l'exception des conditions de quorum qui sont régies par celles énoncées à l'article L225-99 alinéa 3 du code de commerce.

Le Représentant des Porteurs des ADP2016 sera nommé et révoqué par une Assemblée Spéciale. Il pourra démissionner de ses fonctions, au cours d'une Assemblée Spéciale convoquée à cet effet. Dans cette hypothèse, il aura l'obligation de présenter un successeur devant être immédiatement désigné par l'Assemblée Spéciale convoquée. Sa démission ne prendra effet qu'à la date de désignation de son successeur.

Le Représentant des Porteurs des ADP2016 percevra une rémunération initiale puis une rémunération annuelle au titre de l'animation et de la représentation des Porteurs des ADP2016. La rémunération initiale sera égale à 10% du montant total reçu par la Société au titre de la souscription des ADP2016 augmenté de la TVA et sera payée par prélèvement automatique sur le compte bancaire de la Société le premier jour ouvré du mois de juillet 2016. La rémunération annuelle sera égale à 4 % du montant total reçu par la Société au titre de la souscription des ADP2016 augmenté de la TVA et sera payée par la Société par prélèvement automatique sur le compte bancaire de la Société chaque année le premier jour ouvré du mois de mars ; étant précisé que pour l'année d'émission des ADP2016, la rémunération sera établie prorata temporis à compter de la souscription des ADP2016 et sera payée concomitamment au premier versement de la rémunération annuelle.

La rémunération annuelle due au titre du présent paragraphe, impayée à sa date d'exigibilité, portera de plein droit et sans qu'il soit besoin de demander ou de mise en demeure, intérêt à un taux directeur de la Banque Centrale majoré de 10%, calculé prorata temporis sur la base du nombre exact de jours écoulés à compter de la date d'exigibilité jusqu'au jour du paiement total et effectif, et d'un mois de 30 jours.

La perception d'intérêts de retard ne pourra être interprétée comme constituant un accord du Représentant des Porteurs des ADP2016 sur un quelconque moratoire. Tous intérêts, frais et indemnités spéciales seront capitalisés, s'ils sont dus pour une année entière, conformément aux dispositions de l'article 1154 du Code civil.

Il est précisé que toute communication de la Société à destination des Porteurs des ADP2016 sera toujours adressée en exclusivité au Représentant des Porteurs des ADP2016 qui se chargera de diffuser l'information communiquée par la Société aux Porteurs des ADP2016 dans le format et à un rythme qui

relèvera de la seule décision du Représentant des Porteurs des ADP2016. En aucun cas la Société ne communiquera directement ses informations aux Porteurs des ADP2016 sans passer par l'entremise du Représentant des Porteurs des ADP2016.

En cas d'exercice de l'option de rachat définie au paragraphe c des statuts, la mission du Représentant des Porteurs des ADP2016 sera terminée une fois le Prix de Rachat versé et les titres transférés.

Le premier Représentant des ADP2016 est Audacia, société par actions simplifiée de droit français au capital social de 457 000 euros, dont le siège social est situé 6, rue de Téhéran 75008 Paris et dont le numéro d'identification au registre du commerce et des sociétés est le 492 471 792 RCS Paris.

c – Option de Rachat

Chaque Porteur des ADP2016 s'engage irrévocablement à céder à la société ZAK ou à toute autre personne qu'elle se substituerait, à l'exclusion de la Société (« le **Tiers Acheteur** »), si ce(s) dernier(s) le lui demande(nt) (l'« **Option de Rachat** ») pendant la période courant du 1^{er} janvier 2022 au 30 mars 2022 (la « **Période d'Option** »), en une seule fois la totalité des ADP2016 qu'il détient pour un montant par ADP2016 égal à $120\% \times 10 \text{ €}$ (« le **Prix de Rachat** »).

La levée de l'Option de Rachat sera valablement notifiée au Représentant des Porteurs des ADP2016 par le Tiers Acheteur, au plus tard le dernier jour de la Période d'Option par tout moyen. La notification contiendra le nom ou la raison sociale et l'adresse du Tiers Acheteur ainsi que son numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés s'il s'agit d'une personne morale.

Faute de notification de la levée de l'Option de Rachat à cette date par le Tiers Acheteur, l'Option de Rachat deviendra caduque.

Si l'Option de Rachat n'était pas levée dans le délai susvisé, toute clause statutaire, notamment d'agrément ou de préemption, limitant la liberté de cession des différentes catégories d'actions déjà émises ou à émettre par la Société sera considérée comme inapplicable et non écrite eu égard aux ADP2016.

L'Option de Rachat porte exclusivement sur la totalité des ADP2016 et aucun exercice partiel n'est autorisé.

La réalisation de la cession des ADP2016 sera subordonnée à la délivrance :

- (i) au Représentant des Porteurs des ADP2016 qui transmettra à chacun des Porteurs des ADP2016 en cas de vente, des chèques de banque (ou tout autre document apportant la preuve de l'exécution d'un virement bancaire) d'un montant égal au Prix de Rachat ;
- (ii) à la Société, d'un ordre de mouvement lui donnant ordre de procéder au transfert, des ADP2016 au bénéfice du Tiers Acheteur, dûment rempli et signé.

Le paiement du Prix de Rachat par le Tiers Acheteur, devra intervenir dans les 30 (trente) jours qui suivent la notification de l'Option de Rachat.

En cas de notification de l'Option de Rachat dans les délais et faute de paiement du Prix de Rachat dans le délai indiqué ci-dessus, l'Option de Rachat deviendra caduque et son exercice sera réputé inexistant et de nul effet.

Le Tiers Acheteur, les Porteurs des ADP2016 et le Représentant des Porteurs des ADP2016 reconnaissent expressément le caractère irrévocable et intangible des termes de l'Option de Rachat. Toute manifestation de volonté de la part de l'un d'entre eux, sans le consentement exprès des autres, visant à affecter les termes et conditions de l'Option de Rachat sera privée de tout effet. En conséquence, les Porteurs des ADP2016, le Représentant des Porteurs des ADP2016 et le Tiers Acheteur conviennent, par dérogation expresse aux dispositions de l'article 1142 du Code civil, que le Tiers Acheteur pourra poursuivre en exécution forcée de l'Option de Rachat le(les) Porteur(s) défaillant(s) et le Représentant des Porteurs des ADP2016 et ce, sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle pourra solliciter.

d – Informations légales et contractuelles des Porteurs des ADP2016

La communication de tous les documents destinés par les lois et règlements aux actionnaires sera valablement faite par la Société au Représentant des Porteurs des ADP2016 pour ce qui concerne les Porteurs des ADP2016.

De façon générale le Représentant des Porteurs des ADP2016 sera l'interlocuteur unique de la Société pour le compte des Porteurs des ADP2016. Toute demande de document sera adressée par les Porteurs des ADP2016 au Représentant des Porteurs des ADP2016 et non pas à la Société directement.

En complément des droits d'information qui sont attribués aux actionnaires par la loi et les règlements, la Société s'engage à communiquer au Représentant des Porteurs des ADP2016 les informations suivantes :

- les comptes sociaux annuels dans les 90 (quatre-vingt-dix) jours suivants la clôture de l'exercice social ;
- pour tous les exercices sociaux à compter de et y compris celui clos le 31 décembre 2016 et indépendamment des seuils prévus aux articles L233-17 et R233-16 du code de commerce, la Société établira, dans les six mois suivants la clôture de l'exercice social, des comptes consolidés suivant les méthodes de consolidations définies aux articles L233-16 et suivants du code de commerce ;
- un rapport semestriel détaillant les principaux événements commerciaux, sociaux et financiers, ainsi que relatif à la participation du Représentant des Porteurs des ADP2016 aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la Société, dans une forme qui sera arrêtée par le Représentant des Porteurs des ADP2016 après concertation avec le Président de la Société, et qui sera transmis au Représentant des Porteurs des ADP2016 au plus tard 30 (trente) jours après la fin de chaque semestre;
- une copie du registre des mouvements de titres de la Société, tous les ans et toutes autres informations que le Représentant des Porteurs des ADP2016 pourrait raisonnablement demander au Dirigeant de lui fournir.

Si une de ces informations n'étaient pas communiquées dans la forme et dans les délais prévus, le Représentant des Porteurs des ADP2016 pourra mandater un expert qu'il choisira pour effectuer toutes missions de contrôle comptable/juridique qu'il jugera nécessaires. Il est précisé que la Société permettra et facilitera l'accomplissement de ces missions par l'expert choisi dont les frais d'expertise seront à la charge de la Société.

Le Représentant des Porteurs des ADP2016 communiquera au moins une fois par an aux Porteurs des ADP2016 un compte-rendu, et tiendra à la disposition des Porteurs des ADP2016 l'ensemble des documents auxquels les actionnaires ont accès selon la législation en vigueur.

Enfin, les Porteurs des ADP2016 donnent mandat au Représentant des Porteurs des ADP2016 pour diligenter pour leur compte toute expertise de gestion sur le fondement de l'article L225-231 du Code de commerce.

e - Droit de sortie conjointe

e.1 A l'issue de la Période d'Option et dans la mesure où l'Option de Rachat n'a pas été exercée, et dans l'hypothèse où :

- un ou plusieurs associés de la Société (ci-après désignée(s) la (les) « **Partie(s) Concernée(s)** »), envisagerai(en)t, seule ou ensemble, le transfert de titres de la Société (ci-après désignés les « **Titres Concernés** »), à un tiers ou à un associé (ci-après désigné l' « **Acquéreur** »), ou plusieurs Acquéreurs agissant de concert au sens de l'article L.233-10 du Code de commerce ;

- ce transfert entraînant un changement de contrôle (au sens de l'article L233-3 du Code de commerce) de la Société, immédiatement ou à terme, directement ou indirectement.

Les Porteurs des ADP2016 disposeront d'un droit de sortie totale, aux termes duquel ils seront admis à transférer à l'Acquéreur une partie ou la totalité de leurs ADP2016, selon les mêmes modalités que celles offertes par l'Acquéreur à la Partie Concernée et aux conditions de prix décrites ci-dessous (ci-après le « **Droit de Sortie Totale** »),

Le Droit de Sortie Totale ne pourra toutefois être exercé par les Porteurs des ADP2016 qu'à la condition que l'Acquéreur se soit irrévocablement engagé à acquérir les ADP2013 des Porteurs des ADP2013 qui souhaitent exercer leur Droit de Sortie Totale concomitamment aux Titres Concernés.

La Partie Concernée devra en conséquence, préalablement à un transfert de tout ou partie des Titres Concernés ou à tout engagement de sa part en vue de leur transfert susceptible d'entraîner l'application du Droit de Sortie Totale, obtenir l'engagement irrévocable de l'Acquéreur que celui-ci offrira aux Porteurs des ADP2016 et aux Porteurs des ADP2013 la possibilité de lui transférer une partie ou la totalité des ADP2016 et des ADP2013 qu'ils détiennent et qu'ils souhaiteront transférer, dans les conditions ci-dessous.

e.2 En conséquence, dans la situation visée à l'Article e.1 ci-dessus, la Partie Concernée devra notifier au Représentant des Porteurs des ADP2016 préalablement à la réalisation du transfert entraînant l'application du Droit de Sortie Totale, les détails de ce projet de transfert (prix d'achat, identité de l'Acquéreur et autres modalités offertes par l'Acquéreur) et que ce projet de transfert est susceptible d'entraîner un changement de contrôle de la Société (au sens de l'article L233-3 du Code de commerce).

e.3 Les Porteurs des ADP2016 disposeront d'un délai de quarante cinq (45) jours à compter de la réception de la notification prévue à l'Article e.2 ci-dessus pour exercer leur Droit de Sortie Totale suivant les modalités suivantes :

La décision des Porteurs des ADP2016 relative à l'exercice du Droit de Sortie Totale sera prise en Assemblée Spéciale et s'imposera alors à tous les Porteurs des ADP2016.

Dans l'hypothèse où les quorums légaux de l'Assemblée Spéciale ne seraient pas atteints, chaque Porteur des ADP2016 qui souhaiterait exercer son Droit de Sortie Totale devra notifier sa décision d'exercer ledit droit au Représentant des Porteurs des ADP2016 en précisant le nombre d'ADP2016 qu'il souhaite céder.

Si les Porteurs des ADP2016 ont exprimé en Assemblée Spéciale ou, à défaut de quorum, individuellement, leur souhait de faire valoir leur Droit de Sortie Totale le Représentant des Porteurs des ADP2016 notifiera à la Partie Concernée, préalablement à l'expiration du délai indiqué ci-dessus, le nombre d'ADP2016 que les Porteurs des ADP2016 souhaitent céder (ci-après désignés les « **ADP2016 Offertes** »).

En cas d'exercice du Droit de Sortie Totale, le prix d'achat par l'Acquéreur de chaque ADP2016 Offerte sera établi sur la base du prix d'achat convenu entre l'Acquéreur et la Partie Concernée pour le transfert des Titres Concernés, ou, le cas échéant, offert de bonne foi par la Partie Concernée. Chaque ADP2016 sera valorisée comme une action ordinaire de la Société si les actions ordinaires et les ADP2016 ont la même valeur nominale ; et dans le cas où les deux valeurs nominales seraient différentes, chaque ADP2016 sera valorisée en multipliant la valeur d'une action ordinaire par le rapport entre la valeur nominale d'une ADP2016 et la valeur nominale d'une action ordinaire. A ce prix sera rajouté le montant du Dividende Prioritaire Cumulé.

Dans le cas où ce transfert conférant le contrôle serait effectué en plusieurs tranches, le prix retenu pour l'exercice du Droit de Sortie Totale correspondra soit (i) au prix par action convenu lors de la cession de la dernière tranche, soit (ii) au prix moyen des cessions réalisées au cours des vingt quatre derniers mois si ce prix moyen est supérieur au prix retenu lors de la cession de la dernière tranche.

En cas d'exercice du Droit de Sortie Totale, il sera procédé, à l'initiative du Représentant des Porteurs des ADP2016, à la cession des ADP2016 Offertes dans le délai visé dans le projet de transfert notifié ou, si rien n'est prévu à cet effet, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de l'expiration du délai indiqué au présent Article e.3.

e.4 A l'effet de s'assurer du rachat par l'Acquéreur des ADP2016 Offertes et de leur paiement dans ce délai, la Partie Concernée ne transférera la propriété des Titres Concernés à l'Acquéreur et ne percevra le prix des Titres Concernés qu'à condition que, simultanément, l'Acquéreur se voie transférer la propriété et s'acquitte du prix de cession des ADP2016 Offertes.

e.5 Dans l'hypothèse où, à l'occasion d'un projet de transfert dûment notifié, les Porteurs des ADP2016 n'auraient pas exercé leur Droit de Sortie Totale dans les conditions précisées à l'Article e.3, la Partie Concernée pourra procéder au transfert, dans le strict respect des termes du projet notifié et dans le délai prévu par celui-ci ou, à défaut de délai prévu, dans le délai de trente (30) jours à compter de l'expiration des délais de sortie totale.

A défaut pour la Partie Concernée de procéder ainsi, elle devra à nouveau, préalablement à tout transfert de ses Titres Concernés, se conformer aux dispositions du présent article.

e.6 Si, en contravention avec les dispositions qui précèdent, l'Acquéreur procédait à l'acquisition des Titres Concernés de la Partie Concernée mais n'achetait pas les ADP2016 Offertes par les Porteurs des ADP2016, la Partie Concernée serait tenue de se porter elle-même acquéreur dans les mêmes conditions de la totalité des ADP2016 Offertes dans un délai de huit (8) jours à compter de l'expiration du délai imparti à l'Article e.3 à l'Acquéreur.

De même, si l'Acquéreur procédait à l'acquisition des Titres Concernés de la Partie Concernée et des ADP2016 Offertes par les Porteurs des ADP2016 mais ne payait pas les ADP2016 Offertes, la Partie Concernée serait tenue solidairement avec l'Acquéreur de procéder, dans un délai de huit (8) jours à compter de l'expiration de délai imparti à l'Article e.3, au paiement des ADP2016 Offertes à l'Acquéreur.

e.7 A l'issue de la Période d'Option et dans la mesure où l'Option de Rachat n'a pas été exercée, dans l'hypothèse d'un changement de contrôle de la société qui détient directement ou indirectement le contrôle de la Société au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce (« l'Actionnaire Ultime »), les Porteurs des ADP2016 disposeront d'un droit de sortie totale dans des conditions identiques à celles prévues aux Articles e.1, e.2, e.3, e.4, e.5 et e.6, étant précisé que pour l'application de ces derniers la partie désignée comme la « Partie Concernée » correspond à l'« Actionnaire Ultime ». A ce titre, ils auront la possibilité de céder la totalité de leurs ADP2016 à l'Acquéreur, aux mêmes conditions et modalités que celles offertes par l'Acquéreur à l'Actionnaire Ultime à l'exception du prix. En effet, la valeur des ADP2016 sera dans un tel cas déterminée à dire d'expert désigné à la demande de la partie la plus diligente par le Président du tribunal de Commerce du siège social de la Société et statuant dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

f - Obligation de Sortie Totale

f.1 A l'issue de la Période d'Option, dans la mesure où l'Option de Rachat n'a pas été exercée et dans l'hypothèse où un ou plusieurs associé(s) ou un ou plusieurs tiers, agissant seul ou de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce (ci-après dénommé le « Bénéficiaire ») viendrait(en)t à faire une offre portant sur 100% des actions de la Société (ci-après l'« Offre ») et où les titulaires d'actions, représentant au moins 80% des droits de vote de la Société souhaiteraient accepter l'Offre (ci-après la « Majorité Qualifiée »), chaque Porteur des ADP2016 (ci-après dénommé individuellement le « Promettant » et collectivement les « Promettants ») devra (la « Promesse »), si le Bénéficiaire en fait la demande par écrit au Représentant des Porteurs des ADP2016, céder au Bénéficiaire les ADP2016 qu'il détiendrait à la date d'exercice de la Promesse.

Le Bénéficiaire devra notifier par écrit le projet d'Offre au Représentant des Porteurs des ADP2016, étant précisé que la notification dudit projet d'Offre devra, à peine d'irrecevabilité, mentionner ou comporter :

- (i) le nom (ou la dénomination sociale) et l'adresse (ou le siège social) du cessionnaire envisagé (ci-après le "**Cessionnaire Envisagé**"), et
- (ii) l'identité de la ou des personnes ayant le contrôle, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, du Cessionnaire Envisagé, et
- (iii) les liens financiers ou autres, éventuels, directs ou indirects, entre les actionnaires composant la Majorité Qualifiée, le Dirigeant et le Cessionnaire Envisagé, et
- (iv) le nombre d'actions ordinaires et d'ADP2016 (ci-après les « **Titres Cédés** ») dont la cession est envisagée, et
- (v) le prix offert par le Cessionnaire Envisagé, et
- (vi) les autres modalités de l'opération envisagée,
- (vii) une copie de l'offre ferme et faite de bonne foi du Cessionnaire Envisagé dûment signée, et
- (viii) dans le cas d'un Transfert envisagé où le prix ne serait pas payé intégralement en numéraire (ci-après une "**Opération d'Echange**") ou d'un Transfert envisagé où les Titres Cédés ne seraient pas le seul bien dont le Bénéficiaire envisage le Transfert (ci-après une "**Opération Complexe**"), le Bénéficiaire devra également fournir une évaluation de la valeur des Titres Cédés et des biens qu'il recevrait en échange en cas d'une Opération d'Echange et/ou une évaluation des Titres Cédés en cas d'Opération Complexe.

f.2 Le Bénéficiaire devra adresser au Représentant des Porteurs des ADP2016 sa décision d'exercer la Promesse dans un délai de quinze (15) jours à compter du jour où la condition définie à l'Article f.1 ci-dessus sera remplie (ci-après la « **Notification du Bénéficiaire** »).

Il devra en outre notifier les termes de l'Offre acceptée, ainsi que l'accord écrit de la Majorité Qualifiée telle que visée à l'article f.1 ci-dessus.

f.3 Le Bénéficiaire ne pourra exercer la Promesse que pour la totalité des ADP2016 encore détenues par chacun des Promettants à la date d'exercice de la Promesse, et ce en une seule fois. En cas de pluralité de Bénéficiaires, ils devront s'accorder sur la répartition des Titres cédés entre eux.

f.4 Si la Promesse n'a pas été levée dans les conditions susvisées, elle deviendra caduque de plein droit sans indemnité due d'aucune part.

f.5 Fixation du prix d'exercice de la promesse

Dans le cas où la promesse serait levée dans les termes et délais prévus ci-dessus, chaque Promettant s'engage à transférer la propriété de ses ADP2016 conformément aux termes et conditions de l'Offre qui lui auront été notifiés, contre paiement du prix en numéraire.

Le prix d'achat par le Bénéficiaire pour chaque ADP2016 sera valorisé comme une action ordinaire de la Société si les actions ordinaires et les ADP2016 ont la même valeur nominale ; et dans le cas où les deux valeurs nominales seraient différentes, chaque ADP2016 sera valorisée en multipliant la valeur d'une action ordinaire par le rapport entre la valeur nominale d'une ADP2016 et la valeur nominale d'une action ordinaire.

En tout état de cause, le prix d'achat proposé par le Bénéficiaire pour chaque ADP2016 sera au minimum égal au Prix de Rachat auquel sera rajouté le montant du Dividende Cumulé.

f.6 Si la Promesse est exercée dans les termes et délais prévus ci-dessus et le prix calculé conformément à l'Article f.5 ci-dessus, le transfert des actions ordinaires et des ADP2016 (le « **Transfert** ») et le paiement du prix de vente interviendront au plus tard trente (30) jours après la date à laquelle l'exercice de la Promesse aura été effectuée par le Bénéficiaire étant précisé que les Porteurs des ADP2016 disposeront, en cas d'Opération d'Echange, et ce tant pour l'exercice de leur Droit de Sortie Totale que de leur Obligation de Sortie Totale, du droit de recevoir un prix entièrement payé en numéraire.

f.7 Le Transfert sera subordonné à la délivrance :

(i) aux titulaires d'actions ordinaires et au Représentant des Porteurs des ADP2016, pour les ADP2016, qui transmettra à chacun des Promettants, en cas de vente, des chèques de banque (ou tout autre document apportant la preuve de l'exécution d'un virement bancaire) d'un montant égal au prix d'achat de ses Titres tel que déterminé à l'Article f.5;

(ii) au Bénéficiaire d'un ordre de mouvement donnant à la Société ordre de procéder au Transfert au bénéfice du Bénéficiaire, dûment rempli et signé.

g - Représentation pour la vente des ADP2016

Le Représentant des Porteurs des ADP2016 est d'ores et déjà mandaté statutairement par les Porteurs des ADP2016 pour signer tout acte relatif à la revente des ADP2016 résultant notamment de l'exercice de l'Option de Rachat (c) du Droit de sortie conjointe (e), et de l'Obligation de Sortie Totale (f) et en particulier pour la signature des ordres de mouvement au profit selon le cas du Tiers Acheteur, du Bénéficiaire ou de l'Acquéreur. Les ordres de mouvement signés par le Représentant des Porteurs des ADP2016, emportent valablement le transfert des ADP2016, au profit du Tiers Acheteur, du Bénéficiaire ou de l'Acquéreur.

h – Tenue de registre des ADP2016

Le registre des mouvements des ADP2016 sera tenu de façon distincte des autres titres de la Société. La comptabilité des ADP2016 sera plus précisément tenue électroniquement, c'est à dire qu'elle ne sera pas reportée sur un registre paraphé.

Cette comptabilité est déléguée par la Société au Représentant des Porteurs des ADP2016 ou à tout autre tiers de son choix.

i - Réduction de capital social

Tant que les ADP2016 n'auront pas été achetées suivant les modalités prévues par les présents Statuts, la Société ne pourra opérer aucune réduction de capital social sauf à avoir obtenu l'accord des Porteurs des ADP2016 réunis en Assemblée Spéciale.

j – Droit prioritaire au boni de liquidation

En cas de liquidation de la Société, le produit de la liquidation disponible après extinction du passif, paiement des frais de liquidation et, plus généralement après tout paiement prioritaire imposé par la loi et les règlements applicables (le « Boni de liquidation ») sera distribué dans l'ordre de priorité suivant :

Aux Porteurs des ADP2016 pour un montant égal pour chaque ADP2016 au Prix de Rachat augmenté des Dividendes Cumulés non versés ;, étant entendu que si le Boni de liquidation ne couvre pas ce montant, le solde du Boni de liquidation sera réparti entre les Porteurs des ADP2016 au prorata de leur participation dans le capital social de la Société.

Aux titulaires des autres actions de la Société pour un montant égal par action au montant de sa valeur nominale.

Aux Porteurs des ADP2016 et aux titulaires des autres actions de la Société pour un montant proportionnel à leur participation au capital social de la Société.

k - Modification des statuts

Toutes modifications des statuts modifiant les articles a à j, modifiant les droits attachés aux ADP2016 ou augmentant les obligations imposées aux Porteurs des ADP2016 devront avoir été approuvées par l'Assemblée Spéciale des Porteurs des ADP2016 avant d'être soumises au vote de l'assemblée générale extraordinaire de la Société.

L'approbation de l'Assemblée Spéciale des Porteurs des ADP2016 ne sera pas requise pour toute émission de nouvelles actions de préférence dont l'application sera subordonnée à la satisfaction préalable des droits attachés aux ADP2016. Dans cette hypothèse, en l'absence de modification des droits attachés aux ADP2016, les conditions d'application de l'article L225-99 du Code de Commerce ne seront pas réunies.

Article 11 – TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement, et au plus tard dans les 15 jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi par un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Article 12 – CESSIION DES ACTIONS

Sous réserve des dispositions de l'article 10.1 c), 10.1 e) et 10.1 f) et de l'article 10.2 c), 10.2 e) et 10.2 f) les dispositions ci-après relatives à l'agrément des cessions d'actions s'appliquent de plein droit :

Agrément :

1. Les actions de la Société peuvent être cédées librement entre associés.
2. Les actions de la Société ne peuvent être cédées à des tiers qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des associés représentant la moitié du capital social.
3. La demande d'agrément doit être notifiée au Président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le Président notifie cette demande d'agrément aux associés.

4. La décision des associés sur l'agrément doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la notification de la demande visée au point 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

5. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

a) En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'associé cédant aux conditions notifiées dans la demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 8 jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

b) En cas de refus d'agrément, la Société doit dans un délai d'un mois à compter de la décision de refus d'agrément acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant soit par des associés, soit par des tiers.

Lorsque la Société procède au rachat des actions de l'associé cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

En cas de succession, la clause d'agrément ne s'applique pas, la transmission est donc libre.

III. ADMINISTRATION DE LA SOCIETE – CONTROLE – CONVENTIONS REGLEMENTEES

Article I3 – PRÉSIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne morale ou physique, associé ou non de la Société. Le Président personne morale est représenté par ses dirigeants sociaux.

Le Président est nommé par décision collective des associés.

Le Président est nommé sans limitation de durée. Il peut démissionner de ses fonctions, à charge pour lui d'en prévenir les associés 2 mois au moins à l'avance.

Le Président est révocable à tout moment par décision des associés statuant à la majorité prévue à l'article 18 des présents statuts.

La rémunération du Président est fixée par décision collective des associés.

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Article 14 – Comité de suivi

14.1 - Désignation

Le Comité de suivi est composé de six (6) membres au plus.

Les membres du Comité de suivi, associés ou non, sont, à l'exception du Président de la Société, nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par la collectivité des associés statuant dans les conditions de l'article 18 ou le cas échéant l'associé unique, sur proposition du Président.

Le Président de la Société est membre de droit du Comité de suivi.

Le Président de la Société est également Président du Comité de suivi.

Les sociétés de toute forme, associés ou non, peuvent faire partie du Comité de suivi. Lors de leur nomination, elles sont tenues de désigner, pour participer aux délibérations du Comité de suivi et, généralement, pour exercer ce mandat de membre du Comité de suivi, un représentant permanent pour la durée du mandat de la Société membre du Comité de suivi.

En cas de décès, démission ou révocation de son représentant permanent, la personne morale membre du Comité de suivi est tenue de notifier sans délai à la Société par tous moyens l'identité de son nouveau représentant permanent. Le mandat du représentant permanent doit être confirmé lors de chaque renouvellement du mandat de la personne morale membre du Comité de suivi.

14.2 Durée des fonctions - Remplacement

La durée des fonctions des membres du Comité de suivi est :

- pour le Président, égale à la durée de son mandat, de Président,
- pour les membres du Comité de suivi autres que le Président, déterminée dans la décision les désignant et est de cinq (5) années maximum.

Les fonctions d'un membre du Comité de suivi prennent fin :

- pour le Président de la Société, à l'issue de son mandat de Président de la Société,
- pour les membres du Comité de suivi autres que le Président à l'issue de la décision de la collectivité des associés ou le cas échéant de l'associé unique appelé à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit membre.

Les membres du Comité de suivi à terme de mandat sont toujours rééligibles.

Le membre du Comité de suivi nommé en remplacement d'un membre dudit Comité de suivi ne reste en fonctions que le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

14.3 – Réunion du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, toutes les fois qu'il le juge nécessaire et au moins une fois par trimestre, au siège de la Société ou en tout autre lieu indiqué, par convocation verbale ou par lettre simple de convocation adressée 2 jours avant la date de chaque réunion sauf urgence ou accord de tous les membres du Comité auquel cas le Comité de suivi pourra se réunir sans délai.

Les convocations sont faites par le président du Comité de suivi ou en son nom par toute personne qu'il désignera. Chaque membre du Comité de suivi aura par ailleurs la faculté de convoquer le Comité de

suivi aussi souvent qu'il l'estimera nécessaire dans l'intérêt de la Société.

Tout membre du Comité de suivi peut donner mandat à un autre membre pour le représenter dans une délibération dudit Comité de suivi et voter pour lui sur une, plusieurs ou toutes les questions prévues à la convocation ; le Comité de suivi est seul juge de la validité du mandat, lequel peut d'ailleurs être donné par simple lettre ou courrier électronique, et chaque membre présent ne peut représenter qu'un seul autre membre du Comité de suivi.

Pour la validité des délibérations du Comité de suivi, la présence de la moitié au moins des membres en exercice est nécessaire et suffisante. Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres qui participent à la réunion du Comité de suivi par des moyens de visioconférence. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les membres participant à la séance du Comité de suivi.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux qui sont, ainsi que les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, établis et signés conformément à la loi applicable aux sociétés anonymes.

14.4 – Rôle du Comité de suivi

Le Comité de suivi a pour rôle essentiel de formuler des avis et recommandations sur la stratégie et les orientations de la Société et de ses filiales

Les avis et recommandations du Comité de suivi seront purement consultatifs et ne lieront en aucun cas le Président de la Société et ses dirigeants.

Par ailleurs, le Comité de suivi et ses membres ne disposeront d'aucun pouvoir de représentation de la Société à l'égard des tiers et ne pourront ainsi à aucun moment engager le Société.

Afin de pouvoir exercer leurs fonctions, le Comité de suivi disposera d'un droit d'information permanent sur la gestion de la société menée par le Président : chacun de ses membres (i) aura le droit de recevoir, dans un délai raisonnable suivant le demande qu'il aura effectuée, toutes informations ou tous documents qu'il estimerait utiles sur la société et les sociétés qu'elle contrôle ou sur leur gestion et (ii) peut demander au Président de lui présenter un rapport sur l'activité de la société et des sociétés qu'elle contrôle aussi souvent qu'il l'estimera nécessaire.

Article 15 – COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il existe, exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

Article 16 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des associés.

Article 17 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant sont mentionnées au registre des décisions des associés.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, la procédure de contrôle est celle prévue par l'article L. 227-10, alinéa 1 et 2 du Code de Commerce.

IV. DECISIONS DES ASSOCIÉS

Article 18 – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

Sous réserve des décisions qui nécessitent (i) l'approbation de l'Assemblée Spéciale des porteurs d'ADP2013 en vertu de l'article 10.1 i) et j) (ii) ou l'approbation de l'Assemblée Spéciale des porteurs d'ADP2016 en vertu de l'article 10.2 i) et k) , les seules décisions qui relèvent de la compétence des associés sont celles pour lesquelles la loi et les présents statuts imposent une décision collective des associés :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- nomination et révocation du Président ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- dissolution de la Société ;
- augmentation;
- fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- nomination des membres du Comité de suivi autres que le Président,
- toutes autres modifications statutaires.

Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du Président.

Les décisions collectives des associés sont prises, sur consultation du Président, par l'établissement d'un procès-verbal de décision signé par tous les associés. Le procès-verbal de décision mentionne la communication préalable de l'ensemble des informations et documents permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause.

Sous réserve des décisions requérant l'unanimité en application de l'article L. 227-19 du Code de Commerce ou des dispositions des présents statuts requérant une majorité spécifique, les décisions collectives sont adoptées à la majorité de plus de la moitié des actions.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les décisions des associés sont constatées dans un registre coté et paraphé.

V. EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – BENEFICES - DIVIDENDES

Article 19 – EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 20 – COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Il établit également les comptes annuels, ainsi que le cas échéant des comptes consolidés et un rapport

sur la gestion du groupe, un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et développement.

Les associés approuvent les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice.

Article 21 – AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, ainsi que tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement de 5 % au moins, affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.

Sous réserve des dispositions de l'article 10.1 a) et 10.2 a) des présents statuts, la part attribuée aux actions sur ce bénéfice est déterminée par décision collective des associés.

La décision collective des associés peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, il peut être décidé d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

VI. DISSOLUTION – LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 22 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

La dissolution entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions de la loi et aux décrets pris pour son application.

Article 23 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.